

AVANT-PROPOS

D'abord, peut-être, rappeler une évidence: l'organisation sociale actuelle n'est pas juste. Outre qu'elle contraint à la famine ou à la misère une bonne partie de l'humanité, elle fait, dans les pays "développés", de la consommation de biens en partie inutiles, la preuve de l'existence. En excluant de cette consommation une grande partie de ceux devant qui elle est exposée, elle fait naître, ou entretient, l'envie, qui est le plus sûr soutien du pouvoir établi et de la pérennisation de l'ordre en place.

Voyez toutes ces marchandises dans nos vitrines! Voyez tous ces diplômes présentés dans nos écoles! Sans eux vous n'êtes rien. Rien d'autre que des non-êtres que seule leur non-existence peut faire remarquer. Qu'importent vos pensées, vos désirs, vos possibilités créatrices. Ce qui compte, ce sont ces biens qui seuls vous permettront de paraître et d'être reconnus. Ces biens, ils sont là, tout près, à votre portée. Presque. Il suffit d'un peu de patience, de soumission, de beaucoup de travail, de mérite.

Ce n'est pas vrai! Chacun sait bien, même s'il fait semblant de l'ignorer, que la logique et la construction même du système exigent que tous n'aient pas accès à ces biens, et que certains en soient même carrément exclus, et réduits à une bienveillante prise en charge qu'ils paient d'une humiliante soumission. Quelques-uns "dévient". Certains n'ont pas compris la règle du jeu, et ce qui est là, juste exposé au désir de consommation, ils décident de le consommer tout de suite. D'autres ont trop bien compris la règle et ont décidé de façon brutale et pour leur propre compte, sans attendre et sans passer par les canaux policés, de se saisir du bien ou de la vie d'autrui. Ce n'est pas que ces biens ou ces vies aient une valeur particulière mais, pour trafiquer avec, il y a des lieux prévus, qui s'appellent commerce, finance, guerre, etc. D'autres enfin n'avaient pas le choix, ils avaient faim.

Il importe alors qu'il y ait des prisons. Non pour leur valeur dissuasive, personne n'y croit plus, non plus qu'à l'éventuelle réparation d'un dommage. Mais pour signifier qu'il y a un ordre, que l'on ne peut impunément transgresser. Et pour réintégrer d'une manière symbolique le déviant dans cet ordre. "En considérant (...) que la peine contient son droit, on honore le criminel comme un être rationnel", écrit Hegel (Principes de la Philosophie du Droit), qui dit aussi, en substance, que ce qui est toujours ce qu'il y a de mieux. Ainsi le "criminel" se retrouve enfermé ; et, rétabli dans sa dignité d'homme, il peut bénéficier des brimades et humiliations qui caractérisent la prison.

Pourtant...

Aucune organisation sociale, si perverse soit elle, ne peut à elle seule faire naître en l'homme une pulsion ou une tendance qui ne s'y trouverait pas, du moins comme possibilité. Du reste, toute organisation sociale est création humaine. Enfin, la déviance économique, évoquée jusqu'ici, n'est pas la seule. Il y a, par exemple le viol, le crime passionnel, etc. Un point commun, pourtant, à toutes ces formes de déviance: le désir de posséder, de dominer. Possession et domination qui sont peut-être les deux valeurs qui structurent notre organisation sociale actuelle, et que certains ont pris à la lettre au lieu de passer par leurs expressions policées.

Il existe aussi d'autres déviants dont la destination naturelle n'est pas forcément la prison. Ce sont ceux pour qui ces valeurs n'ont aucun sens et qui se retrouvent, par exemple, à l'asile psychiatrique. D'autres enfin, dont certains sont parmi nous, revendiquent cette déviance et son sens.

Tout ça pour dire que la déviance ne se conçoit pas sans la norme et que celle-ci résulte d'un consensus plus ou moins passif autour de valeurs qui, à une période donnée, dans une société donnée, structurent notre façon d'agir et de penser. Je veux dire que la déviance, comme manière d'être ou de penser n'est pas créée par la société, mais que sa définition en tant que déviance est donnée par une forme déterminée de celle-ci.

Une société anarchiste s'appuierait (s'appuiera?) sur d'autres valeurs que celles qui dominent aujourd'hui. Ces valeurs qu'on peut regrouper à peu près autour de la solidarité, de l'ouverture à autrui, de la liberté individuelle, gages et conditions de la liberté de tous, existent dès à présent. Mais elles sont en quelque sorte clandestines, réservées au domaine des relations privées. Les anarchistes proposent d'en faire des valeurs publiques, qui régissent et structurent les relations entre les êtres humains et l'organisation sociale. Ils croient que le bonheur de tous exige le bonheur de chacun, et que la liberté de chacun est indissociable de la liberté de tous. Ils croient que ce sont là des buts que l'humanité en général et chacun en particulier auraient tout intérêt à se proposer.

Mais les anarchistes n'ont aucune certitude quant à une échéance. Ils savent que cette voie est souhaitable et possible, mais non si elle est souhaitée et considérée comme possible par la majorité de leurs "frères en humanité" (ainsi qu'écrirait Godwin). Ils n'ont que leur raison et leur conviction pour s'adresser à ceux-ci. Et ni l'une ni l'autre ne peut affirmer que la tendance à la domination puisse un jour disparaître à tout jamais. Elles ne peuvent pas même affirmer que demain je ne frapperai pas ou n'humilierai pas celui qui se trouvera en face de moi pour la simple raison que sa tête ne me revient pas.

Peut-être, l'anarchie ce n'est pas le bonheur et l'harmonie tout entiers et tout de suite, mais leur revendication absolue et la certitude de sa possibilité. Peut-être, en 2009, ne serons-nous pas en société anarchiste mais, espérons-le et tendons nos efforts vers ce but, dans une société qui offrira plus de possibilités qu'aujourd'hui à la réalisation des virtualités anarchistes.

Une société sans lois? Ce n'est pas sûr. Et ce n'est peut-être même pas souhaitable, si du moins on redonne au terme de lois sa signification originelle de lien, et non de règle absolue, voire arbitraire, comme c'est le cas aujourd'hui. Des lois donc, constamment remises en question et rediscutées par ceux qui les constituent. A chaque moment de leur histoire, les humains qui vivent en communauté conviennent, le plus souvent implicitement (et c'est sans doute alors que le danger est le plus grand) de certaines conventions dont le but premier devrait être de rendre les rapports entre eux plus faciles et plus enrichissants et de permettre que les conflits trouvent une solution nouvelle. En société anarchiste, il restera sans doute difficile de convaincre certains que le choix du bonheur est préférable à celui du malheur. Quelques-uns, par leurs actes ou par leurs paroles, déclareront ne pas accepter ces conventions et préférer, par exemple, un monde où la domination reste la loi. Ce choix ne fait pas d'eux l'incarnation du mal absolu. Ils disent ainsi aux membres de la communauté que l'accord implicite qu'ils avaient passé n'a pas de valeur absolue, qu'il n'est pas de nature divine. Le criminel ou le violeur, même en société anarchiste, me

rappellent que le viol et le crime sont pour moi aussi des choix humains possibles. Ils affirment ainsi ma liberté.

Pourquoi ne pas souhaiter, même, qu'une société anarchiste engendre d'autres formes de déviance, jusque-là inconnues, et qui témoignent ainsi des possibilités infinies de l'être humain de liberté et de créativité,

dans une société qui serait, enfin, sans cesse en question et en mouvement.

Peut-être ne pouvons-nous faire autrement que de mettre l'autre (celui que nous appellerons "déviant" à l'écart lorsqu'il menace une cohésion encore fragile et risque de peser à l'encontre d'une évolution que, raisonnablement, nous jugeons souhaitable. Peut-être, lorsque la liberté et le respect d'autrui ne sont pas suffisamment affermis, devons-nous éloigner ceux qui rappellent que la servitude est un choix toujours possible. Peut-être même pouvons-nous choisir de l'éliminer. Nous ne pouvons en tout cas faire l'économie d'entendre sa parole et de l'entendre comme une parole d'homme.

Alain Thévenet (A.C.L)

PRESENTATION

Nous avons choisi volontairement de situer ce débat dans un cadre précis, celui d'une réflexion assez peu abordée aussi bien aujourd'hui que jadis: les formes de la déviance et ses traitements en société libertaire. Ce débat se place délibérément en parallèle avec les luttes qui sont menées au quotidien par de nombreux prisonniers. Reprenons, à cet égard, l'appel à cette rencontre paru dans le numéro de l'été 1991 du Monde libertaire ayant pour titre « La prison en société anarchiste, mythe ou réalité » ?

Pour avoir tâté aussi bien de la paille humide des cachots d'antan que de l'univers électronique et informatisé d'aujourd'hui, les anarchistes n'ont jamais été en reste dans la dénonciation de l'univers carcéral. S'ils ont une idée précise et juste de la prison, il faut reconnaître qu'en matière de propositions alternatives, ils n'ont jamais fait preuve d'un grand esprit d'initiative... Mais, après tout, était-ce leur rôle?

"La question de la prison en société anarchiste reste posée. Là, comme ailleurs, l'angélisme n'est pas de mise. Il ne sert à rien de chercher à éluder des questions (qui nous sont posées dès aujourd'hui) en espérant que, en société libertaire, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes...

Au-delà de la condamnation (par principe) de toutes les formes d'enfermement, il nous faut réfléchir à la gestion de la déviance (concept plus large que celui de délinquance et de crime) dans le contexte d'une société sans classes ni Etat, une société fondée sur des principes d'égalité, de liberté et... d'entraide, où toutes formes de domination, d'exploitation de l'homme par l'homme auront disparu.

"Nous partons du principe que toute société secrète sa propre déviance et qu'une société plus libre et plus juste n'échappera pas à cette règle. De plus, nous pensons qu'une caractéristique de la société libertaire sera sa faculté à admettre cette déviance puis sa capacité à en faire un des éléments moteur d'une évolution permanente.

"Alors? Alors, nous devons nous poser en cascades toutes sortes de questions et tenter d'y répondre tout en sachant que nous sommes encore, malgré toutes les prises de conscience politiques et toutes les connaissances sur la psychologie de l'homme, au début d'une vaste réflexion qui engage sur bien des points la crédibilité de ce que d'aucuns nomment l'utopie.

"Existe-t-il une éthique de l'homme qui puisse prétendre à une adhésion suffisante pour que ses transgressions soient minimales et supportables par la collectivité, le groupe, l'individu? L'éthique anarchiste faite de contrats libres et de solidarités peut-elle être celle-là?

"A partir de quel moment, celui qui refuse tout, ou partie des règles de vie, devient-il une menace pour la collectivité qui l'accepte en son sein? Quels types de traitement, au sens large, peut mettre en place une société basée sur des principes libertaires sans se renier elle-même ? Et, malgré tout, quelles délinquances, quels crimes, quels délits engendrera la société libertaire chez ceux qui la composeront?

"Ces questions et toutes celles qui en découlent, les anarchistes doivent se les poser dès aujourd'hui, sans hypocrisie ou faux-fuyants, sous peine de rester aux marges du monde de demain..."

Nous souhaiterions donner des éléments de réponse à ces questions dans nos interventions, mais nous comptons aussi, bien évidemment, sur votre concours tout au long de cet après-midi.

L'ordre du jour s'organise de la manière suivante: nous avons séparé le débat en deux parties. La première pourrait s'intituler Nature et formes de la déviance. Nous essaierons d'analyser les spécificités en société anarchiste.

La seconde se focalisera sur nos propositions en matière de traitement des déviances.

Le premier point sera introduit par Gaetano Manfredonia, avec les analyses théoriques des penseurs libertaires qui se sont penchés sur ce sujet. Nous passerons ensuite à une étude un peu plus large de la notion même de déviance en société anarchiste. Là, nous ferons appel à Miguel Benasayag.

Enfin, le deuxième point sera impulsé par les deux compères, Serge Livrozet et Jacques Lesage de La Haye, qui apporteront différents types de réponse que la société libertaire pourrait imaginer et la question de sa déviance spécifique.

J'espère que tout le monde en tirera profit. Nous saluons, quant à nous, les auditeurs de Radio libertaire et, en particulier, tous ceux qui, prisonniers, n'ont pas pu être parmi nous cet après-midi. Ils peuvent suivre ce débat par l'intermédiaire des ondes de Radio libertaire. Dernière précision, nous avons reçu une lettre d'Yves Lovicani. Pour ceux qui écoutent l'émission Ras-les-Murs depuis quelques mois, voire depuis plusieurs années l'ancienne émission Prisons, c'est un nom de détenu qui leur rappellera des souvenirs. Yves Lovicani a fait partie des militants de l'Association syndicale des prisonniers de France, en 1985, et des mutins de Saint-Maur, en 1987. Sa lettre était Adressée à l'AGECA, où a lieu cette rencontre. Ils participent donc par écrit au débat.

NATURE ET FORMES DE LA DEVIANCE

Gaetano Manfredonia

Je voudrais préciser deux ou trois points, car je ne suis pas tout à fait d'accord avec la manière dont on a présenté mon intervention. Je n'ai absolument pas l'intention d'exposer dans le détail, ni même d'essayer de le faire, les conceptions anarchistes en matière de déviance. De plus, il y a des textes qu'on a tous plus ou moins oubliés et auxquels on peut faire référence. Je crois que ma raison d'être dans cette intervention serait davantage d'essayer de préciser que ce sont des problèmes qui, à mon sens, se posent théoriquement aux libertaires. Ils ont été abordés par les penseurs anarchiste du XIX au XX' siècle.

Mon intention est d'engager la discussion sur un certain nombre de questions qui n'ont toujours pas trouvé de réponse. Si vous voulez, le problème de la déviance est un problème qui a toujours été présenté comme une sorte de cas limite. On dit: "oui, en société anarchiste, on est bien gentil. Il n'y aura pas de patron. L'exploiteur n'existe plus. On va s'aimer comme des frères."

Mais qu'est-ce que vous allez faire avec les gens qui n'aurons pas respecté les règles? Il faut bien admettre que les libertaires ont souvent du mal à répondre d'une manière efficace à ce type de question. Pourtant, contrairement à ce que vous pourriez croire, il est faux de dire que les anarchistes du XIX. ou du XX. siècle ne se sont pas occupés de cette question. En réalité, si vous prenez la peine d'aller analyser un tant

soit peu la bibliographie de n'importe quel auteur plus ou moins connu, français, russe ou italien, en laissant de côté les auteurs comme, par exemple, Kropotkine, Bakounine, Guillaume ou Proudhon, tout le monde, à un moment ou à un autre, a pondu un petit texte de réflexion sur des thèmes du genre: le statut de l'individu en société; comment l'individu se comportera en société; une société sans lois est-elle possible ?; le crime et la société, etc. Compte tenu de ce qu'il est à la mode de dire, dans le XIXe siècle, on peut affirmer qu'à cette époque, il y a un nombre incalculable d'ouvrages, hélas, fort souvent très

médiocres, qui, justement, en s'appuyant sur des conceptions plus ou moins scientifiques, abordent le problème de la déviance et cherchent à apporter des réponses, à défaut de présenter des solutions. Précisément, je crois que c'est ça le point de départ.

Premièrement, constater la surabondance de cette littérature, mais, en même temps, la petitesse des conclusions et, surtout, le caractère répétitif de cette production qui est souvent restée une littérature de propagande. Elle s'est très très rarement détachée d'une approche optimiste, à caractère soit sociologique, soit scientifique.

Les quelques rares militants ou penseurs qui ont essayé de remettre en cause cette approche optimiste sont, à mon sens, tombés dans l'erreur opposée. Faute d'avoir suffisamment réfléchi à ce qu'est une société anarchiste ou à la spécificité d'une organisation anarchiste, ils en sont arrivés à proposer des solutions autoritaires. Par exemple, ils ont réintroduit, à un niveau ou à un autre, des formes de prison ou de contrainte directe physique vis-à-vis des individus. Vous avez donc d'un côté des optimistes qui se limitent à avancer des solutions très générales et qui appuient toute leur démonstration sur une croyance, parce que c'est bien une croyance, que, dans une société débarassée des maîtres et des patrons, il n'y aura plus de criminalité, et, d'un autre côté, ceux qui se veulent réalistes et souhaitent proposer des idées mais qui ne savent pas proposer autre chose qu'une espèce de " remake " de recette autoritaire.

Je crois vous donner le meilleur exemple de ce type d'erreur. Des camarades de la Fédération anarchiste ont écrit une brochure intitulée "Vivre en sécurité", dans laquelle on présentait deux types d'individus: ceux qui vivaient en société et ceux qui commettaient des actes anti-sociaux, On ne précisait pas ce qu'étaient ces actes, et on préconisait pour ces individus-là l'exclusion du reste de la communauté, sous des formes plus ou moins atténuées, mais l'exclusion tout de même. Il était carrément question de l'enfermement de ces personnes dans des lieux de vie clos.

J'ai bondi en lisant cette brochure, et j'ai trouvé scandaleux qu'en tant que libertaire, on n'ait rien trouvé de mieux que des lieux de vie clos pour ceux qui commettent des actes anti-sociaux. Lorsqu'on connaît la définition elle-même normative de ce qu'est un acte anti-social, j'ai trouvé ça véritablement inacceptable. Aussi avons-nous fait, avec mon groupe, un article pour le Monde libertaire, qui a soulevé un tollé inimaginable. En outre, des copains nous ont adressé des textes pour le Bulletin intérieur, en nous accusant carrément d'encourager ou de légitimer le vol entre camarades.

Malheureusement nous nous étions sans doute mal expliqué. Nous avons donc pensé qu'il fallait lancer un débat. De mon côté, à cette époque, j'ai essayé de recueillir un maximum d'informations sur le problème de la déviance, en me demandant comment nous pourrions le traiter dans une société anarchiste. Avec les copains de la revue les Éillets rouges, en 1987, nous avons réalisé un numéro spécial consacré au problème du consensus et de la déviance. A partir de ce moment-là, il nous a paru nécessaire d'élargir la discussion sur ce thème. Quels sont enfin les points qui méritent d'être discutés aujourd'hui? - Si on analyse l'ensemble des positions élaborées, à quelques exceptions près, par les libertaires en la matière, nous nous apercevons que l'écueil majeur repose sur la notion même de déviance.

Les libertaires ont toujours eu du mal à cerner cette notion, si ce n'est en y attachant une conception optimiste et sociologique. Le raisonnement, en gros, est le suivant: vous avez un nombre incalculable de variantes, mais le résultat est toujours le même, puisque les crimes, les délits, le vol, etc, sont le fait de la société; ce sont des phénomènes sociaux. Puisque, dans une société anarchiste, on supprime les causes des délits et des crimes, la grande majorité de ceux-ci sont appelés à disparaître. L'homme est naturellement un être social. La solidarité est une loi de la société. A partir du moment où on a réconcilié en quelque sorte l'individu et la société, il n'y a vraiment aucune raison pour qu'il puisse y avoir des déviants, des gens qui ne respectent pas les normes. Cette approche qui s'appuie souvent sur un discours fondé soit sur le progrès de la nature humaine, soit sur un optimisme sociologique, selon moi, conduit, dans les faits, tout simplement à nier, à occulter, le problème d'une déviance en société anarchiste. Ou alors à concevoir cette déviance seulement sous forme d'un résidu; il y a une sociabilité innée, mais tout le monde ne peut pas développer ce sentiment au même moment. Tout le monde n'aboutira pas à une même conception de la morale anarchiste en même temps. Il y aura donc, bien sûr, des formes de déviance, des crimes et des délits, mais il s'agira d'un nombre de plus en plus limité d'actes, d'un résidu qui sera destiné, à terme, à disparaître.

Pour moi, cela cache une très grave erreur, qui conduit à assimiler, en réalité, un comportement déviant à un comportement qui serait soit asocial, soit carrément antisocial, soit encore un comportement qui serait celui d'un malade. En somme, l'approche libertaire, puisqu'elle

ne réfléchit pas sur les possibilités d'existence de la déviance, conduit à considérer comme déviant, celui qui, malgré tout, ne respectera pas l'ordre anarchiste (parce qu'il y aura un ordre anarchiste), comme étant quelqu'un qui se mettra lui-même en dehors de la société. D'où ce caractère antisocial de la déviance, avec toutes les ambiguïtés que cela comporte. Ou alors, si quelqu'un, bien qu'on lui ait expliqué la nécessité de se comporter conformément aux règles libertaires, si cet individu persiste et signe, c'est qu'après tout il est peut-être malade. Par exemple, au XVIII^e siècle, selon des écrits de Kropotkine, on assimile la déviance à des formes de maladie sociale. Nous verrons aujourd'hui tous les risques auxquels ce type de raisonnement nous conduit. Aussi ne pensons-nous plus nous limiter, comme au XIX^e siècle, à prétendre que la science va résoudre les problèmes et que, par conséquent, on va soigner ces antisociaux. Cette approche, en effet, me semble dangereuse et erronée, car elle aboutit à ignorer les problèmes de la déviance et à se retrouver tout à fait désarmé face à des manifestations concrètes de déviance.

Un camarade de la Fédération anarchiste, Marc Prévôtel, m'a adressé une lettre, lorsqu'il a su que ce colloque allait être organisé. Il ne peut être présent et me prie, dans cette lettre, de vous faire part d'une anecdote concernant la Révolution espagnole (1936-1939) qu'Aristide Lapeyre lui avait racontée.

Au lendemain de la Révolution de juillet 36, on a supprimé les prisons. Or, il y avait un milicien qui avait violé une personne. S'est donc posé le problème: que faire de ce milicien, vu qu'ils avaient détruit les prisons ? Ils n'allaient pas commencer à mettre les gens en prison. En même temps, on ne pouvait pas laisser ce milicien en liberté, car il avait quand même fortement mis en cause le fonctionnement de la collectivité. Alors, que faire?

Entre-temps, Aristide Lapeyre est parti. Lorsque, trois mois plus tard, il est revenu et a demandé: "Qu'est devenu le violeur? - Oh! on l'a lynché!", lui a-t-on répondu.

Effectivement, à partir du moment où vous ne prenez pas en compte le problème de la déviance et n'envisagez donc pas la possibilité de la traiter de manière libertaire, le risque est de s'exposer à des réactions sauvages, que soient brutalement éliminés ceux qui mettent en cause la société libertaire. Elles s'expliquent tout à fait, si on se place du point de vue de la vengeance individuelle, parce que les gens qui vont lyncher, ce sont peut-être des personnes emportées par la colère. De leur point de vue, l'acte était juste.

Vous vous rendez compte que ce n'est pas comme cela qu'on peut espérer résoudre le problème de la déviance dans une société libertaire. Le premier danger, c'est donc de laisser aller, c'est-à-dire, soit tolérer, soit prendre des mesures qui ne sont absolument pas anarchistes. L'autre danger, c'est d'assimiler ces formes de déviance comme je l'ai dit tout à l'heure, à des types de maladie. D'où un danger totalitaire où vous aurez une pression de la collectivité qui contrôle les individus et exerce sur eux une pression morale extrêmement forte vis-à-vis de laquelle les individus ne peuvent pas s'affranchir. Conception dangereuse mais aussi erronée dans la mesure où cette façon de présenter le problème de la déviance repose, en fait, selon moi, sur une conception totalement fautive de ce que veulent la pensée anarchiste et l'anarchisme.

Elle renvoie à l'existence d'une société où les conflits n'existeraient pas, où la recherche de l'individuel coïnciderait toujours avec celui de la collectivité. Un paradis sur terre, si vous voulez, une vision purement idéaliste d'une société anarchiste, qui était surtout développée par le courant communiste-anarchiste. D'une certaine manière, on pourrait dire que cet optimisme sociologique, en matière de déviance,

c'est le pendant, en matière sociologique, de l'optimisme économique de la théorie de la "prise au tas", défendue par Kropotkine. Bien entendu, ce principe peut se réaliser, si vous avez le "tas", c'est-à-dire si vous avez la possibilité de consommer tous les biens dont vous avez envie sans diminuer la satisfaction du voisin.

Ces deux pendants me semblent bien indiquer ce que je pense être une vision erronée de l'anarchisme. Cette conception optimiste, en matière sociologique et économique, aboutit à mettre au second plan ce qui, en revanche, est pour moi la notion de contrat libertaire, de contrepartie et aussi, en définitive, la définition du droit anarchiste, qui serait le critère

et la mesure permettant de résoudre les différents problèmes qui surgiront inévitablement dans une société libertaire.

Il faut que ce soit clair. A mon sens, la déviance est inhérente à toute forme de société. Il y en aura aussi en société anarchiste. Pour ne pas tomber dans les pièges que j'ai soulignés plus haut, il faut premièrement réfléchir aux formes et au pourquoi des déviances dans une société libertaire et, deuxièmement, aux solutions spécifiques qui peuvent être adoptées dans un esprit libertaire, mais pas seulement dans un esprit libertaire, plutôt conformément au droit anarchiste, pour que ce type de problèmes puisse être résolu sans faire appel à la coercition, à la police, à l'armée, etc.

-

Miguel Benasayag

Une étude plus large de la notion même de déviance dans une société anarchiste s'impose.

Mon intervention n'a pas d'autre objectif que de soulever un certain nombre de problèmes, afin que l'on puisse réajuster le tir dans la discussion.

Nous avons intitulé ce débat: "Société anarchiste et prison". Ce qui donne tout de suite une superposition d'images, comme lorsqu'on regarde une image, un paysage, une superposition de deux plans de regards et de deux plans historiques, deux moments. Les personnes qui sont ici, les lecteurs libertaires, lorsqu'on parle prison, ont tout de suite

une réaction épidermique; le mot "prison", c'est de la merde, effectivement, dans nos sociétés actuelles. D'autre part, associé au terme "prison", on met "société anarchiste". Je crois que, pour pouvoir parler (et même y compris de ce qui se passe aujourd'hui) de prison, il faut tenir compte de ce que vient de dire G. Manfredonia, à propos de certaines images et idéaux qui n'étaient absolument pas le monopole des anarchistes. C'était monnaie courante pour toute l'humanité pendant cinq siècles, et principalement parmi ceux qui avaient le droit de s'exprimer, d'écrire et de penser que, par des voies différentes, on arriverait à faire de ce monde-ci un monde parfait. Une idée qui n'était pas du tout propre à l'anarchisme. Les anarchistes le disaient d'une certaine façon, mais les communistes le disaient d'une autre. Les scientifiques et les positivistes aussi. Peu importe. Tout le monde pensait qu'avec la science de l'éducation, la lutte politique et la psychanalyse, à travers différentes voies, on arriverait à un monde parfait. Justement, je crois, une des choses qui se passe ici, cet après-midi, et qui est très intéressante, c'est qu'on s'est rendu compte que, pour parler d'un sujet comme celui-ci, on se confronte à quelque chose de très général et de très universel : la crise de référence. Il y a vingt ans, nous pouvions tous dire: "La prison, la société, c'est de la merde. Vive telle société, anarchiste, marxiste ! " Peu importe. Et maintenant, tout d'un coup, on s'aperçoit qu'on peut toujours dire : " cette société c'est de la merde." Mais au nom de quoi nous le disons ? Vers où voulons nous aller ? On ne sait plus du tout... - Malheureusement, il y a encore des camarades, qui s'adonnent à des

facilités de pensée et qui aiment bien affirmer comme de bons chrétiens ; que nous sommes les bons et les gentils, que nous sommes du bon côté et que tout ce qui existe, c'est de la merde. Nous n'avons qu'à tout faire sauter et vous verrez ce que vous verrez. Encore une fois, malheureusement, ou, plutôt, heureusement, cette idée, c'est fini. Et tant mieux!

Alors, il s'agit de se mettre à penser plus sérieusement, en évitant certains raccourcis, qui prennent la place de la pensée en tant qu'activité problématique, conflictuelle, chiant, oui, chiant, car ce serait plus simple, si nous pouvions dire, une fois pour toutes, de huit à quatre-vingt-huit ans : "Je suis libertaire. Je suis donc contre les méchants et pour les gentils !" Ce serait beaucoup plus facile que de se demander ainsi que le fait G. Manfredonia, à quoi ça peut ressembler un changement d'un point de vue "sérieux". Donc faire autre chose que l'acte narcissique qui consiste à "se mettre du bon côté". Il faut arrêter d'appeler "camarades" tous les narcissiques qui se croient du bon côté, par décret. Il faut essayer de créer un nouveau type de camarades, un peu plus gris. un peu plus cons (parce qu'on a l'air un peu plus cons, quand on doute, n'est-ce pas ?). Se demander vraiment s'il y a la possibilité ou non d'un véritable changement de société, certes, c'est un peu plus compliqué.

Je crois effectivement que cette militance a eu sa raison d'être. Pendant cinq siècles, l'humanité a cru qu'on allait vers un mieux et que les lendemains allaient inexorablement être meilleurs. Il y a un film italien, "Domani domani", qui montre cela. La plus belle poésie que nous pouvions imaginer pendant ces cinq siècles était ce demain. On vivait sous la torture et l'exploitation. Les femmes étaient opprimées. Face à cela, le mot demain était un mot magique, parce que demain allait être magique.

Il en était ainsi ces cinq derniers siècles. Nous n'avons pas à le critiquer, en pensant que, si hier on était naïf, aujourd'hui nous sommes si malins, ainsi que le font les post-modernes ou les nouveaux philosophes.

Après avoir constaté ce qui a été dit pendant ces cinq siècles d'histoire, nous devons nous rendre compte que nous ne pouvons plus, sauf à devenir des curés libertaires, continuer à penser à demain. La majorité des gens vous dira: "Pourvu que demain ne soit pas pire qu'aujourd'hui !" Voilà quelque chose qui s'est cassé, définitivement. Alors, cette militance qui se base sur des promesses faciles, à chaque fois qu'il y a un problème de tout ordre, artistique, psychologique, amoureux, etc., le bon militant était celui qui avait la bonne promesse. Je pense qu'il va falloir revoir un peu cela. J'en arrive à la problématique de la prison. Une des choses qu'on promettait volontairement, c'était qu'effectivement, dans la société harmonieuse, les choses allaient de soi.

Ainsi donc de la prison, dont on n'aurait pas besoin. C'était cela, la pensée narcissique de ces camarades: va pas penser! On pourrait évoquer le cas d'un violeur... et on aurait tout de suite la réponse: "Mais, avec la liberté sexuelle, il n'y aura pas de violeur !" Mon œil! Car une chose est de vouloir "se sauter", une autre de violer une femme. Cela n'a rien à voir avec la liberté sexuelle, ni avec des pratiques reichiennes. Ainsi, quand on lutte contre le viol, dans un couple légalement constitué, on sait que d'habitude, on va faire l'amour ensemble. En revanche, lorsque la femme est obligée de le faire, alors qu'elle ne le veut pas, c'est un viol.

Par rapport à la "prise au tas", il en est de même lorsqu'on dit qu'il n'y aura pas de vol, lorsque nous serons tous gentils et contribuerons à la production de ce tas. Qui peut dire, qu'est-ce qui nous permet d'affirmer que les comportements déviants sont tous produits par des

chiens, qui mangent, parce qu'ils ont faim ? Qu'est-ce qui nous permet de réduire l'être humain à un animal de laboratoire dont tous les faits et gestes auraient des causes si transparentes et si claires ? Vous comprenez, non ? Il faut peut-être penser que quelqu'un vole, non parce qu'il a faim, mais parce qu'il vole ! C'est-à-dire que ce que nous pouvons affirmer, tout en le respectant, de quelqu'un qui vole, c'est qu'il vole ! Je pense que toute explication beaucoup trop exhaustive des faits et gestes des êtres humains est toujours un peu dangereuse.

J'avance cette hypothèse, afin de la discuter. Je pense qu'il existe un réductionnisme dans cette vision "conductrice" qui considère que nous pouvons tout comprendre d'un être humain et que celui-ci peut devenir transparent. Dans cette société-là, il y aurait comme un jeu d'équilibre : si quelqu'un vole, il suffit de corriger tel ou tel paramètre dans cette machine-là, qui n'aurait plus le droit de s'appeler un être humain, bien entendu, afin qu'il ne vole plus. Je considère que ceci est aujourd'hui l'image de l'horreur. Je vous rappelle quand même qu'en ex-Union soviétique, de braves militants "libertaires", tels que Joseph Staline, pensaient aussi que, puisque la société était bonne, les voleurs étaient des malades qu'il fallait non réprimer, mais traiter. De braves psychiatres soignaient ces pauvres gens, qui commettaient des gestes contre leur intérêt. En fait, que la société est transparente et l'image même du bien, toute personne qui agit contre son bien est un irresponsable, un enfant, une femme, presque... Tout ça, bien entendu, correspond à une idéologie qui aujourd'hui, finalement, nous apparaît comme une horreur.

Après cette petite présentation, je veux maintenant revenir sur quelques points précis. Je crois qu'actuellement, pour militer, il faut aussi relever les défis d'une pensée beaucoup plus profonde, qui ne se contente pas d'être une lutte contre le père. Etre contre la torture et ne pas parler de la famine, du capitalisme... on n'analyse jamais les causes structurelles. Aujourd'hui, s'est développée la mode de ne pas faire de la politique, ce qui revient à refuser de s'attaquer aux causes structurelles. C'est la mauvaise solution, face à la rupture des référents. C'est, en effet, une erreur de dire que puisqu'on est dans une impasse, essayons de parer au pire. C'est justement ça le pire, essayer de parer au pire. Maintenant, je vais vous lancer quelque chose, dans un esprit un peu provocateur. Je vis à Paris depuis quelques années, mais je suis d'origine argentine, de Buenos-Aires. Il s'agit de deux très grandes villes. Or, imaginons, dans un acte quotidien, tout bête, ce que serait la fraternité contre la loi. Pensons à quelqu'un qui a un accident dans la rue. Que pouvons-nous souhaiter ? Des lois qui réglementent l'aide aux blessés dans la rue, le droit aux soins également, cela se traduisant par un SAMU qui arrive ? Ou devons-nous régler l'égoïsme, l'envie de solidarité, et dire qu'il faut simplement compter sur la solidarité des gens ? Ce sont deux paris, je pense, tout à fait différents. L'un, c'est parier sur le changement de structures. On ne touche pas à l'être humain tel qu'il est. On ne va pas voir dans l'arrière-boutique des gens, c'est-à-dire, ce qu'on sent, ce qu'on pense. On interdit de penser comme cela : ce serait obligatoire pour les gens d'avoir un sentiment de fraternité. Il se trouve que l'obligation d'être fraternel est très dangereuse, parce qu'elle est justement issue d'une vision de l'être humain comme un être transparent et programmable, comme un animal de laboratoire ou un ordinateur. L'autre possibilité est plus grise, un peu moins optimiste, peut-être, mais non moins utopique, car changer la société reste utopique, mais cette fois-ci réalisable et non pas harmonisante et fasciste : c'est la voie qui consiste à dire que "puisque'il existe ce problème-là dans la société, comment pouvons-nous lutter pour que n'importe qui, dans n'importe quelle situation, ait droit aux soins ?"

Dans cet exemple un peu bête (l'accident), la différence est tout à fait importante entre vouloir prendre les êtres humains que nous sommes et les modifier comme de la pâte à modeler, dans l'idée un peu folle que, tout à coup, cet être humain qui serait modelable, on va pouvoir le modifier et l'obliger à penser et à faire le bien. Mais attention!

le bien, oui, mais le bien pour qui?

Alors plutôt que d'obliger les gens à penser le bien, je crois qu'il vaut mieux accepter ce mi-merde, mi-ange que nous sommes et se donner des structures qui permettent de parer à la barbarie et aussi d'améliorer notre vie.

Le thème de la prison, donc, il faut le voir avec une pensée profonde et non angélique sur le rôle de la déviance dans toute société. Mon hypothèse est que toute norme génère sa déviance. Je crois que déviance et norme sont les deux faces de la même médaille, les deux côtés d'un même corps. Vouloir éliminer la norme ou la déviance, ce sont des mouvements barbares, barbares dans le sens d'éliminer l'humanité de l'être humain. Je crois que toute société, même celle dont nous rêvons, c'est-à-dire, une toute petite chose, une société post-capitaliste, fonctionne sur ces deux pieds-là, déviance et norme. Aujourd'hui, le barbare, cela porte un nom: c'est le capitalisme. Il nous faut assumer et

accepter, pour pouvoir militer d'une façon plus réaliste, le fait que nous connaissons l'objet auquel nous nous attaquons. C'est comme un plombier qui vient chez vous réparer les tuyauteries, les yeux bandés, ou un autre qui vient sans le bandeau. Je pense qu'il faut enlever le bandeau et voir qu'effectivement l'être humain ne sera jamais transparent, sauf dans l'image d'Auschwitz. De même, déviance et norme sont les deux pieds d'un même corps.

Ce que je viens de dire voulait être contre le "conductrisme". Je voudrais terminer cette présentation, en disant que la déviance a toujours été assimilée, y compris par les réformateurs révolutionnaires de la modernité, à l'animalité, à l'enfance, à la maladie, à la féminité, bien entendu, et tout ce qu'on appelle ignorance ou encore le "continent noir". C'est Freud qui dit que la femme est le continent noir, l'ignorance, la noirceur même. Le déviant est classe laborieuse, classe dangereuse. Je crois que cette déviance, cette noirceur-là, c'est ce qui rend opaque la transparence voulue par la norme. Ni l'une ni l'autre ne peut exister sans ce rapport dialectique qui les renvoient l'une à l'autre et qui permet que l'humanité en soit une, parce que l'humanité changera justement dans la mesure où elle ne change pas. Pourquoi ne change-t-elle pas? Parce qu'être humain signifie être un être de projets et de changement. Cela ne change pas.

Michel

Suite à ce que vient de dire M. Benasayag, j'admets qu'il est évident que nous vivons dans une civilisation capitaliste, mais cette civilisation capitaliste est quand même composée d'hommes! Si le Capital est responsable de la misère, de la guerre, de la pauvreté et d'autres choses encore, c'est quand même l'homme qui est responsable du Capital. En plus, il le sécurise, parce que les flics et les C.R.S. sont quand même bien recrutés dans le peuple. N'oublions pas non plus que tout système social repose surtout sur l'individu, de même que tout système économique. Or, dans le système social où nous vivons, je pense qu'il est tout à fait normal qu'existent les prisons, ainsi que les gouvernements, étant donné que les individus sont incapables de se gouverner eux-mêmes. Dans une société adulte. l'homme n'a pas besoin de prison et encore

moins de gouvernement.

Lorsque G. Manfredonia parle de contrat dans une société libertaire, qu'est-ce que cela signifie? Une société libertaire, par définition est une société libre où la justice se conçoit dans l'égalité. Je ne pense pas qu'un individu pourrait vouloir fouiller dans la poche de l'autre ou voler son responsable de coopérative ou autre structure.

M. Benasayag

Par rapport à cela, je pense qu'on peut tout changer, sauf ce qui était pendant longtemps l'idée de la modernité révolutionnaire, l'être humain. Je pense qu'il faut toujours garder en tête que la possibilité de transgression est l'image de la liberté de quelqu'un. Quelqu'un comme Serge Livrozet, qui est à côté de moi, peut me voler; cela représente une vision et mon respect pour sa liberté. Le fait de savoir que l'autre n'est pas transparent exprime cet espace de liberté. L'autre peut toujours me surprendre, comme moi-même je peux me surprendre. Je ne pense pas que nous soyons maîtres de nous-mêmes, ainsi que le veulent les Américains, avec l'idée d'un moi fort, entreprenant, yuppie et jeune cadre dynamique... Bien entendu, je pense que nous pouvons changer la société. mais en indiquant que tout soupçon de transgression révèle un soupçon de liberté chez l'autre. La transgression ne doit pas être traitée avec la transparence, mais avec des moyens qui n'impliquent pas la punition

Intervention de la salle

Par rapport à l'économie et précisément ce qui a été appelé la "prise au tas", quels moyens allez-vous vous donner pour assurer la régulation de ce "tas" ? Il peut arriver un cas de figure extrême; on peut taper au "tas" de telle façon que l'approvisionnement du "tas" ne suive pas le prélèvement du "tas".

Alors, quels moyens allez-vous vous donner pour préserver l'équité de ce prélèvement, afin d'éviter toute inégalité?

Gaetano Manfredonia

Je ne suis pas d'accord avec la conception de la "prise au tas", même s'il y a eu beaucoup d'anarchistes qui s'en sont inspirés. Il ne faut pas croire que tous les anarchistes des XIX' et XX' siècles ont répété la même chose. Malatesta, par exemple, a été un des tout premiers à critiquer justement, la "prise au tas" et la conception optimiste des défenseurs de cette idée. Or, la riposte est simplement la planification de la production par les intéressés eux-mêmes en fonction des besoins définis par eux-mêmes. Les réponses théoriques existent. Peut-être a-t-on eu tort d'attaquer bille en tête les idées reçues chez les libertaire. Chez eux, on peut aussi trouver des solutions, notamment en matière d'économie. Heureusement, car, si on en était resté à la "prise au tas" kropotkinienne, on n'aurait pas fait beaucoup de pas en avant vers une pensée et une conscience révolutionnaire.

Mais, si nous avons parlé de la "prise au tas" kropotkinienne et si nous l'avons associée au problème de la déviance, c'est parce que je vois là des analogies très importantes. C'est-à-dire, un certain optimisme qu'on retrouve, quand on est confronté aux problèmes concrets et qu'on retrouve aussi face aux problèmes de la déviance. En réalité, c'est la

même façon de penser qui aboutit, en définitive, à ne pas formuler véritablement de solutions.

Je voudrais encore préciser quelque chose par rapport à ce qu'a dit M. Benasayag. Il y a effectivement une normalité de la déviance (et c'est pour avoir écrit cela que je me suis fait traiter de partisan du vol entre camarades), mais je ne suis pas d'accord avec la manière dont M. Benasayag pose le problème, c'est-à-dire, recommencer de zéro, en disant qu'il y a un échec global de la pensée moderne. Oui, il y a un échec global de cette pensée, mais une nouvelle pensée critique ne peut pas partir de zéro. Une pensée critique doit aussi utiliser les éléments qui ont

déjà été élaborés par les autres. Je pense que nous ne sommes pas véritablement en désaccord là-dessus. La façon dont M. Benasayag présente le problème revient à dire que tout le monde s'est trompé et a dit des bêtises. Maintenant, il faut chercher autre chose. Non, je pense que, même si on va chercher aux XIX^e et XX^e siècles, y compris dans le mouvement anarchiste, on trouve des éléments de réflexion qui nous permettent aujourd'hui de poser la question d'une autre manière. Certes, il faut se débarrasser de cet optimisme et des certitudes, mais il faut bien voir qu'on peut trouver chez un penseur comme Proudhon cette reconnaissance, y compris philosophique, de la diversité des actions humaines et ce refus délibéré de vouloir changer la nature humaine. Une des critiques les plus fortes de Proudhon contre le socialisme de son temps était qu'il s'appuyait complètement sur la fraternité. Pour lui, la fraternité, ce n'est rien du tout! Ce qui compte, c'est le contrat, la réciprocité, le droit, etc.

Effectivement, donc, les éléments pour reconstruire une réflexion existent. Or, je ne pense pas, comme Proudhon et beaucoup d'autres anarchistes jusqu'ici, qu'il faut mythifier le contrat, pour lui permettre de résoudre l'ensemble des problèmes. Mais c'est dans cette perspective-là qu'il faut aller: c'est-à-dire, une réappropriation, une relecture critique de notre propre pensée idéologique, pas simplement pour faire table rase, ce qui nous rendrait démunis par rapport aux problèmes actuels, mais pour reprendre d'une certaine manière les éléments positifs, les approfondir, les enrichir, pour pouvoir enfin aller au-delà. Dans cette perspective, il y a des possibilités de travail. La meilleure preuve en est qu'à partir de démarches idéologiques différentes, relecture de Proudhon, révision critique du marxisme, on peut arriver à une prise de conscience des exigences d'aujourd'hui.

Intervention dans la salle

Toujours par rapport à ce que dit M. Benasayag sur la norme, la déviance et les rapports entre les deux, cela me paraît juste, mais en dénonçant le fait qu'au cours des cinq derniers siècles, les hommes et les idéalistes en général ont pris l'habitude de prétendre voir ce qu'il y a dans le crâne de l'homme. Mais, à la fin, il balance une définition de l'humanité: l'être humain est fait de changements et de projets; ce qui me paraît une norme assez bizarre.

La conception classique de la norme reposant sur les habitudes de la majorité, ça peut vouloir dire qu'actuellement, en France, il y a 90% des gens qui sont des déviants selon ce sens, puisqu'à moins de considérer que le crédit sur vingt ans est un progrès ou une innovation, les gens se foutent éperdument de changer, avancer, etc. Le seul souci qu'ils ont, c'est de vivre le moins mal dans la situation où ils se trouvent. Là se situe une contradiction que je voulais souligner.

Miguel Benasayag

Je ne crois pas que dire que l'être humain est un être de désir, de projet, de liberté et que celle-ci signifie toujours parier en situation, je ne crois pas que cela définisse une norme, mais plutôt une structure vide de fonctionnement. C'est un peu comme lorsque quelqu'un va chez le médecin pour l'appendicite et qu'il est opéré; après, ce que le monsieur va faire de sa vie, ça le regarde. Or, c'est vrai, et c'est triste, que la plupart des gens sont morts là-dessus. C'est vrai qu'il existe un amour de la mort biologique. Je crois que tous ceux qui ont voulu transformer le monde ont négligé, ce dont à mon avis il est très important de tenir compte, que k"c les gens aiment la mort dans ce sens symbolique de ne pas désirer, ne pas projeter. Alors, on ne peut pas faire une révolution en pariant sur un grand réveil, parce que ça, c'est une réalité de l'être humain. Pour terminer, je rappellerai que Bertrand Russel a dit, dans un de ses écrits, que sans l'intervention de deux ou trois cents personnes, la modernité n'aurait pas eu lieu. Ce n'est pas une avant-garde. Les choses ne bougent pas, je pense par les avant-gardes, mais par des moustiques qui cassent les couilles.

Serge Livrozet

Comment réguler, dans la question de la "prise au tas" ? En connaissant la production nationale brute et le nombre d'habitants. On donne à chaque individu une carte de crédit qu'il ne pourra pas dépasser, sauf à manger sur le dos d'un autre. Mais, comme il ne pourra pas dépasser, il ne mangera pas sur le dos d'un autre.

Intervention dans la salle

Je pense aussi qu'il y a une déviance naturelle. L'homme n'est pas tout à fait blanc, ni tout à fait noir. Effectivement, il y a une part de déviance naturelle. Ça me paraît très réaliste de le mettre en évidence. Mais il me paraît intéressant de faire la distinction avec une déviance qui ne me paraît pas naturelle et qui est générée par nos systèmes capitalistes démocratiques. Elle n'est pas du tout naturelle. Faisons donc la différence entre la déviance naturelle et celle qui est imposée à l'humain par l'organisation sociale. Si on réduit considérablement le nombre de déviants, simplement en changeant cette organisation sociale, effectivement, on pourra adopter des moyens complètement différents de ceux que nous avons aujourd'hui.

Intervention dans la salle

Si une personne qui s'est vue impartir une quantité de biens, de par ses besoins dépasse cette quantité impartie, que se passe-t-il?

Serge Livrozet

On arrive à la nature humaine. Qu'est-ce que c'est? La nature

humaine, c'est qu'il y a trois ou quatre mille ans, l'homme prenait la femme quand il en avait envie. Un coup sur la tête et il l'emmenait dans la caverne. C'était ça notre nature et aussi autre chose, qu'elle se rende compte de ce qu'elle fait pour évoluer par la suite. Donc nous en sommes à un stade de notre évolution, si on était con, on pourrait dire que la nature humaine, c'est ce que nous sommes : le capitalisme, la prison. etc. Non, ce n'est pas ça la nature humaine, mais seulement un avatar de la nature humaine qui va subir une évolution. C'est ce vers quoi nous tendons et ce que nous essayons de penser. Voilà la nature humaine. Elle est en perpétuelle évolution. Donc dans la société anarchiste ou libertaire qui n'existera jamais complètement mais sera toujours en perpétuelle évolution, eh bien! nous aurons des gens qui considéreront qu'ils n'ont pas suffisamment avec la carte de crédit. Alors, il faudra discuter avec eux et leur expliquer que le moyen d'échanger n'est pas plus grand que celui-là. Si cet individu n'est pas d'accord, il faut qu'il mette davantage la main à la pâte. Il faut qu'il fasse plus d'efforts. Si la situation est telle qu'on ne peut pas faire plus, s'il ne comprend pas, il devient déviant.

Intervention dans la salle

J'ai entendu parler du droit anarchiste et je voudrais qu'on m'explique ce qu'on entend par là. Est-ce qu'on doit reprendre les schémas habituels? C'est-à-dire, qui légifère, qui exécute, qui juge? Peut-on ensuite essayer d'imaginer quelque chose de complètement différent?

Gaetano Manfredonia

J'ai utilisé ex près la formule " droit anarchiste " car souvent la pensée libertaire a été assimilée à une réflexion qui n'impliquait pas l'existence d'un droit. La plupart des anars eux-mêmes ont conçu l'anarchisme de cette façon-là. Or, en faisant référence à Proudhon, et j'en suis au fil des années de plus en plus convaincu, une société anarchiste ne peut pas fonctionner sur l'existence d'un droit. C'est-à-dire l'existence de devoirs qui sont la contrepartie des droits qu'on peut avoir. Mais il y a droit et droit. Vous avez le droit coutumier, le droit libéral. Ce qu'il faudrait, c'est un droit anarchiste. Il y a d'autres définitions qui ont été données par Gurvitch, un sociologue, qui avait préconisé la notion de droit social, par opposition à un droit purement politique. Justement, son analyse est de considérer qu'il y a des socialistes qui prennent le droit en compte et d'autres pas. Or, l'expérience a prouvé que le côté petit-bourgeois, pas vraiment cent pour cent révolutionnaire, de Proudhon peut représenter, en définitive, un garde-fou pour l'individu vis-à-vis de la collectivité, à l'intérieur de celle-ci. Une société qui serait purement transparente, où l'individu ne dépendrait que de la solidarité plus ou moins spontanée de ceux qui l'entourent, eh bien! cela risque d'être extrêmement dangereux et, dans la pratique, de déboucher sur une dichotomie plus ou moins temporaire. Par rapport à ça, il faut édicter des normes, qui sont elles-mêmes fonction de valeurs permettant de résoudre dans un sens libertaire, les différents conflits qui peuvent se poser. Quels sont donc les éléments du droit anarchiste ? Il y a deux éléments essentiels qui doivent être le point de départ de toute construction d'un droit anarchiste : la liberté et l'égalité. Tout ce qui remet en cause la liberté et l'égalité est à combattre, dans le cadre d'une société anarchiste. A partir de là, le droit serait édicté par les contractants eux-mêmes. Le gros problème qui se pose dans le cadre d'un droit libertaire,

c'est que lorsqu'on dit droit, on dit aussi sanction. C'est la deuxième partie de la chose. C'est en ce sens que je pense que les solutions anarchistes devront être trouvées en faisant référence au contrat de Proudhon, c'est à dire égalitaire, réciproque, des services et des échanges. A partir de là, il est possible à chaque fois d'essayer de trouver des solutions pratiques et des critères qui permettent de résoudre le problème sans faire appel à des instances coercitives étatiques. Une société anarchiste, contrairement aux définitions traditionnelles qu'on a données, ce n'est ni l'harmonie, ni l'absence de conflits. C'est tout simplement la possibilité de dire qu'on peut vivre avec des gens qui se tapent sur la gueule, mais en essayant quand même de réduire cette possibilité-là, sans faire appel à la police ou à un gouvernement. De ce point de vue-là, on peut tout à fait envisager, même si on ne l'a pas encore fait, comme perspective d'études et de réflexions, une élaboration de ce qui serait un véritable droit anarchiste, un droit qu'il faut définir et approfondir. A mon sens, c'est la seule possibilité concrète réelle qui peut nous permettre de dépasser toutes les impasses qu'on a soulignées jusqu'ici.

Serge Livrozet

Avec les interventions précédentes, on a évoqué le problème de la déviance en milieu anarchiste.

Bien entendu qu'il y en aura! Il y en aura, parce que tout individu a de bonnes raisons de dévier, tout simplement.

Quand j'ai commis mes premiers délits, à dix-huit, dix-neuf ans, il n'y avait aucune raison pour que je ne les commette pas. Dans mon esprit, c'était clair. On pouvait me sortir tout un tas de bonnes raisons. Tarzan élevé dans la jungle aurait fait un bon citoyen. Moi, je ne supportais pas ce qui m'était donné comme vie. Donc, à partir de là, j'ai dévié. En mon for intérieur, j'avais toutes les bonnes raisons de le faire. Pourquoi m'en serais-je privé? Il n'y avait personne autour de moi pour me donner des raisons objectives de ne pas voler dans un coffre de l'argent que je trouvais mal réparti.

Comment fera-t-on en système libertaire? C'est la question qui se pose, pour éviter que surgisse ce genre de conflits entre l'individu et d'autres individus ou la collectivité. En fait, dans la société d'aujourd'hui, on a habitué l'homme à se comporter par crainte. Par crainte et par contrainte. Il a donc peur de Dieu (de moins en moins, il est vrai), il a peur de la police et de la loi. Surtout, il a la crainte du lendemain.

Nous sommes dans une société très très précaire. Combien de gens ne commencent-ils pas à compter, lorsqu'ils ont quarante, quarante-cinq ans, quel est leur nombre de trimestres pour atteindre la retraite? Nous y pensons tous. Cette crainte du lendemain légitime nos actes d'aujourd'hui. Elle me donne de bonnes raisons d'agir ici et maintenant de telle ou de telle manière. Nous avons peur du lendemain. Normalement, la société libertaire devrait faire disparaître cette peur. Il nous reste à nous

interroger sur ce qu'est la nature humaine. On nous dira: "Mais les hommes ont été comme cela de tous les temps". Moi, je n'étais pas là, bien entendu, mais le premier cannibale qui a dit: " Il ne faut pas se bouffer entre nous", il s'est certainement fait bouffer par ses congénères.

C'est évident! Il y a toujours un utopiste qui dit avant les autres: "Il faudrait que l'on fasse ça", c'est-à-dire, ce qu'il pense, parce que c'est le propre de la nature humaine de penser, de voir ce qu'elle aime et, à partir de là, de se dire qu'on peut, peut-être, changer. Or, c'est le premier

et il se fait décapiter. "Le premier qui dit la vérité.. .", c'est la chanson

de Béart. que je n'aime pas généralement, mais qui, pour une fois, dit la vérité. Cette chanson n'est pas intéressante. Or, nous qui sommes les seuls animaux pensants sur cette planète, nous devons penser à ce que sera demain. Donc échauffer des hypothèses, qui seront, peut-être, au moment où nous serons dans cette fameuse société à laquelle nous aspirons, complètement caduques. Mais peu importe; nous y aurons déjà pensé. C'est ça qui nous différencie des autres animaux. Je voudrais dire aussi que, dans n'importe quelle société, si injuste soit-elle, il y aura

toujours des gens qui respecteront les lois. Parce qu'ils sont en autocensure permanente, pour les raisons que j'avançais tout à l'heure: la peur

de la loi, de Dieu, de l'asile psychiatrique (en ex-U.R.S.S., quand il y en avait, et sûrement aujourd'hui encore, mais désormais en démocratie).

Cela fait que nous nous autocensurons, tous autant que nous sommes. Je vais d'ailleurs vous donner un exemple. Lorsque, vous vous souvenez, du moins pour les plus âgés, nous avons instauré à Paris (pas moi, je n'ai rien instauré du tout, mais enfin on l'a fait pour moi), les fameux tickets pour les portillons (avant, c'étaient les poinçonneurs,

puis ont été instaurés les tickets), vous savez que les premiers tickets n'étaient pas magnétisés, contrairement à ce que nous savons aujourd'hui. C'était du carton. On pouvait introduire un bout de carton et passer sans problème. Ça leur a coûté des milliards pour changer les portillons, parce qu'ils se sont aperçu que, du plus jeune au plus vieux, tout le monde passait sa petite boîte de sucres qu'il avait découpée pour passer le métro. Ils ne s'autocensuraient plus, parce qu'il n'y avait plus de pénalisation possible. Il n'y avait, d'ailleurs, aucune raison pour qu'ils s'autocensurent, puisque normalement, en toute logique, les transports devraient être gratuits. En toute logique, également, ils œuvraient pour changer les portillons et les rendre magnétiques.

Notre autocensure, donc, autocensure de nos actes, est quelque chose qui conditionne complètement la société. On verra toujours les autocenseurs qui sont les plus nombreux, nous montrer que, dans la société où nous commettons des actes délictueux, il est tout à fait anormal de les commettre.

Puisqu'ils s'autocensurent et sont la majorité, nous sommes les déviants. Alors méfiance ! Dans la société libertaire, qu'est-ce qui va se passer ? On aura toujours les autocenseurs, ceux qui s'autocensurent et applaudissent la société anarchiste comme ils applaudissent à la société communiste ou démocratique. Il y aura aussi toujours les emmerdeurs qui, eux, n'applaudissent à rien et disent : " Cette société est pourrie ! ". Ce seront finalement les déviants. Peut-être serais je de ceux là ! Alors qu'est-ce qu'on fera de moi ? Bonne question ! Et c'est ce que nous verrons plus loin.

Jacques Lesage de La Haye

James Guillaume, en 1876, dans "Idées sur l'organisation sociale", a écrit: "On ne demandera pas à ce propos comment on traitera dans une société égalitaire celui qui se sera rendu coupable d'un meurtre ou d'autres violences. Evidemment, on ne pourra pas, par respect des droits de l'individu et par négation de l'autorité laisser courir tranquillement un meurtrier ou attendre que quelque ami de la victime lui applique la loi du talion. Il faudra le priver de sa liberté et le garder dans une

maison spéciale jusqu'à ce qu'il puisse sans danger être rendu à la société. Comment devra-t-il être traité durant sa captivité et d'après quels principes en déterminera-t-on la durée ?"

On s'aperçoit qu'au siècle dernier, déjà. des théoriciens libertaires se posaient la question que nous nous posons aujourd'hui. Je pense qu'au premier point, celui du "comment", il a été répondu par plusieurs personnes qu'il n'est pas question de faire de l'angélisme. Ce n'est pas parce que nous sommes anarchistes que nous pensons que tous les anarchistes sont des êtres gentils, ne commettant pas d'infraction et pensant à respecter la liberté d'autrui. Sans doute l'idée libertaire va-t-elle faire son chemin et allons-nous progresser dans ce sens à travers les générations. En revanche, nous savons que, pour beaucoup, même parmi nous, être anarchiste signifie faire tout ce que l'on a envie de faire et quelquefois au détriment des autres.

II ne faut pas imaginer la société anarchiste comme un idéal théorique repoussé dans un lointain absolument imprévisible, mais imaginer quelque chose de réel et qui peut survenir plus ou moins vite. Nous ne devons pas croire, non plus, que d'un seul coup, comme par magie, du fait que c'est une société libertaire, il n'y aura plus que des individus gentils qui ne

frappent plus les autres, ne volent pas, ne violent pas, n'exploitent pas et ne sont pas racistes. Nous pouvons aussi prévoir une période transitoire, avec un baston d'enfer, des chars et plein de morts... Ce sera l'affrontement entre les anarchistes, qui n'auront pas les fleurs à la main, même s'ils sont non violents, et ceux qui essaieront de nous encercler dans nos communes, dans nos cités, dans nos maisons. La grande majorité de la population sera passive et s'en foutra. Nous serons obligés de nous organiser, comme les Espagnols en 36... A partir de là, il faut entendre que l'être humain, même en progressant, même amélioré par des prises de conscience, gardera ses zones d'ombre. En effet, qui dit liberté dit désir, et qui dit désir dit possibilité d'infractions aux interdits, même si les interdits ont été déplacés et les limites reculées.

Nous avons néanmoins des postulats clairs. Pour les anarchistes, il n'y aura pas de prison. Pas de répression non plus. La notion de punition sera abandonnée. Il est inconcevable pour nous d'infantiliser un individu au point de penser que quiconque puisse s'arroger un droit de responsabilité sur lui, voire de sanction, au sens de punition. La sanction, ni récompense, ni punition, est une notion différente sur laquelle on pourra revenir : c'est le fait de signifier qu'un acte a été réalisé ou commis par quelqu'un. Cet acte est représenté à grande échelle dans le groupe social. Des mesures sont prises pour éviter qu'il se reproduise ou, en tout cas, pour adresser un avertissement à celui qui a commis l'infraction: "Attention à toi si tu recommences."

Mais elles sont également prises pour prévenir des réactions comme ce lynch qui a été rapporté, dans une précédente intervention. Il est clair que, pour des anarchistes, il ne peut pas être question d'exécution capitale. La peine de mort doit être exclue a priori. Ce n'est, du reste, pas parce qu'elle est ~ désormais supprimée en France que cela signifie que nous n'avons pas à poser cette question de principe.

Il nous est souvent rétorqué: "Vous parlez d'alternatives, vous formulez des propositions. C'est assez fumeux. On ne sait pas vraiment ce que vous voulez." Il existe pourtant déjà des solutions réelles. Il n'est pas nécessaire de partir dans l'utopie et dans des discours purement théoriques. Nous pouvons rapidement arriver à du concret. Il existe aujourd'hui des alternatives, évidemment bien insatisfaisantes et, en tout cas, totalement insuffisantes. Pourtant, à partir de ces expériences concrètes, ainsi que de nos idées, qui sont un peu l'étoile polaire marquant notre direction, nous pouvons arriver à des synthèses qui, peu à peu, tant sur le plan concret qu'au niveau théorique, nous fourniront des éléments de réponse.

Il pourra nous être rétorqué: "Vous n'en trouverez pas beaucoup, car tout a été dit". C'est à la fois vrai et faux. Il suffit parfois d'exprimer les idées différemment pour déboucher sur des pratiques différentes. Pour nous, il est évident que nous n'enfermerons personne. Prenons un exemple: un type s'est foutu en colère. Son antagoniste n'était pas d'accord avec lui. Il l'a tabassé. Manque de pot, l'autre tombe et se tue. Alors, qu'est-ce qu'on fait? Pour commencer, nous posons notre postulat : pas de prison. D'accord. Il ne faut pas punir. Nous proscrivons la notion de culpabilité. Le concept de faute ne nous intéresse pas. Il est réservé à la pensée bourgeoise post-psychanalytique et post-capitaliste. Dans une société libertaire, en effet, les opposants qui se cramponnent à ces idées sont dans la pensée post-psychanalytique et post-capitaliste.

Il s'agit quand même de prendre une décision. Nous sommes, par exemple, pris de vitesse par un groupe très en pétard qui veut casser la gueule à notre lascar. Eh bien! nous les interceptons. Nous sommes dans une commune ou une cité. Nous avons des délégués révocables à tout instant. Ceux-ci prennent la décision immédiate de se mettre autour de celui qui a provoqué

l'accident et de le protéger, puisqu'il y a des copains qui veulent lui filer une trempe. Ils sont capables de le tuer par maladresse ou... exprès... Les délégués sont là pour le protéger. Ensuite, pour l'accompagner. Ce mot, qui a déjà été employé ici, n'a pas le sens d'éduquer ou de soigner, mais a pour objectif la prévention. Nous pouvons trouver d'autres exemples: un militant facho ou un quelconque RPR, voire un socialiste du style de nos gouvernants actuels, ne veut pas accepter d'être à égalité avec tout le monde. Il refuse de rendre sa carte de crédit (voir sur ce point les interventions précédentes). Il entend avoir davantage de possibilités matérielles ou même intellectuelles et culturelles. Or, en principe, nous vivons tous à peu près au même régime. A peu près, disons-nous, parce que nous n'envisageons pas non plus une égalité rigide et mécanique nous réduisant tous à l'état de clones. Cet individu, en tout cas, n'est pas d'accord. Eh bien! nous devons prendre des mesures. Ce seront les délégués qui s'en chargeront. Ils seront mandatés par le quartier, la commune ou la cité. Il se rassembleront, réunissant l'opposant. d'autres partenaires impliqués dans le problème posé et tenteront d'arriver à une solution. Il peut s'agir d'économie, de voisinage, d'une histoire de transport ou de communication. Peu importe. Quelqu'un comme le pénologue hollandais Louk Hullsmann qui est tout simplement pour l'abolition du code pénal, a déjà formulée quelques propositions. Nous retrouvons là des idées de conciliation et de négociation. Or, dans cette démarche, nous retrouvons une synthèse des notions de protection, d'accompagnement, de débat et de travail de prise de conscience pour le déviant.

Un autre cas de figure est à envisager. Il existe des situations où l'affaire est tellement grave que l'on ne peut pas laisser l'individu circuler comme ça (ce que disait James Guillaume). Nous disons: "Tu as violé une femme. On ne va pas t'enfermer. Mais ça suffit. Tu vas rester dans la maison de la cité. Nous sommes près de toi. Plusieurs personnes vont habiter avec toi. Ce sont les délégués. Ils vont faire un travail d'accompagnement, de prise de conscience individuelle et politique. Il y'aura aussi la négociation, puis la réparation. Un concept important à préserver est celui de réparation, quand cela est possible. Il n'en est plus question quand la personne est morte ou a été violée, mais nous pouvons trouver des réparations symboliques. De toute façon, dans ce contexte, un travail en commun est effectué entre la victime ou la personne qui la représente et celui qui a commis l'infraction. C'est, en quelque sorte, une négociation. Si ces démarches ont déjà été effectuées aux Pays-Bas, dans un système qui n'est rien d'autre que la social-démocratie, a fortiori, elles peuvent être appliquées à de véritables alternatives à l'enferme ment en société libertaire.

Pour bien nous comprendre, nous pouvons dire, au niveau conceptuel, que, dans ce travail qui comprend les notions d'accompagnement et de protection, l'école remplace la prison. La culture est le moyen pour tout individu de sortir de son aliénation politique et d'effectuer les prises de conscience qui l'amèneront à l'idée libertaire. Il est vrai qu'une telle prise de conscience peut demander des années pour un Mitterrand ou un Le Pen (Naturellement, beaucoup plus pour ce dernier! NDLR).

C'est cette tâche qu'il importera d'entreprendre pour que ces déviants deviennent inoffensifs et cessent de commettre des méfaits sur le dos de la société libertaire. Nous ne voulons pas les punir, ni les mettre en prison, mais il faut quand même trouver une solution.

Parmi nos idées, il en est une autre sur laquelle nous pourrions essayer de réfléchir. Il est des cas où nous ne pouvons pas dire qu'on va envoyer le déviant dans la maison de la commune ou de la cité, qui n'est pas une prison, nous l'avons vu, mais un simple lieu d'accompagnement et parfois de

protection. Nous pouvons être amenés à dire à celui qui a enfreint les règles: "Tu ne restes pas dans ce quartier ou dans cette commune. Nous n'avons pas l'intention de t'enfermer. Mais nous ne voulons plus de toi." Il ne s'agit pas de retomber dans les horreurs du bagne et du bannissement, parce que ce sont des solutions terribles, du style retour à la forêt. Dans certaines tribus d'Afrique, celui qui était expulsé allait mourir dans la forêt. Dans ce milieu, il n'y a pas de moyen de survivre.

Nous ne retournerons pas au troisième millénaire avant l'existence de l'espèce humaine. Il s'agit donc de sociétés civilisées et il est clair que, si quelqu'un doit partir, il n'ira pas dans un désert ou dans la forêt. Il ira dans un autre quartier ou dans une autre cité. Là encore sera nécessaire un travail d'accompagnement. Les gens de l'autre cité seront prévenus. Le déviant aura donc une discussion avec le délégué de cet endroit. Il sera également dans une maison ouverte, mais toujours accompagné, s'il est considéré indésirable. S'il part dans une autre ville, il faudra évidemment négocier encore une fois avec les délégués de cette nouvelle commune. ~

Précisons, bien sûr, qu'il n'y aura pas de casier judiciaire, même informatisé. L'informatique sera pourtant toujours là. Il ne faut pas penser que nous, anarchistes, ne voulons pas du progrès. Il n'y aura pas de police, ni d'Etat, ni de fichier, c'est certain. Avec un certain nombre de personnes, nous formulons des propositions, même si des questions restent en suspens. Rappelons un point important: nous nous sommes aperçu que, probablement, il n'y aura pas de société anarchiste au sens propre du terme.

La société libertaire est un idéal.

Nous pensons plutôt qu'il existera des groupes fédérés qui fonctionneront selon les idées libertaires et dans le sens d'une transformation permanente. Une fois la révolution réussie, il ne faut pas s'arrêter. La révolution qui s'arrête, c'est la réaction, mais aussi la prise du pouvoir. Les exemples totalitaires nous ayant été donnés, nous savons ce que nous pouvons en penser. Nous disons simplement que la révolution permanente n'appartient pas aux trotskistes, mais aux anarchistes. Cela implique que nous continuerons sans cesse à nous remettre en question.

Les idées que nous formulons ne sont que des propositions sur des hypothèses à venir. A partir de concepts que nous avançons, ceux qui seront dans la situation envisagée auront la possibilité de prendre la décision eux-mêmes. Le propre de la liberté, c'est le propre de l'individu et du groupe. Elle n'appartient en aucun cas à ceux qui les ont précédés.

Didier

Moi aussi, j'étais délinquant très jeune. A l'époque, on n'aurait pu me mettre en question d'aucune manière. Je pense qu'il peut en être ainsi de chaque individu. Il y a ceux qui n'ont pas peur de la société, de la morale et de Dieu. A un moment de leur vie, ils veulent en quelque sorte réparer une certaine injustice matérielle et économique. Mais je crois qu'en vieillissant, et nous en avons la preuve dans ce débat, où se trouvent d'anciens délinquants, ici, en 1991, avec le temps, ils ont eu une autre trajectoire. C'est peut-être optimiste. Certains, parmi nous, ne sont pas pour l'optimisme, mais je pense que les gens peuvent changer.

Ils ont, en effet, des périodes dans leur vie où il faut qu'ils aillent au-delà des règles établies. Mais ils peuvent aussi en revenir et même en dénoncer d'autres. A partir du moment où il y a injustice, apparaissent des gens pour la dénoncer. Cela me paraît évident, que ce soit dans la société actuelle ou dans une société anarchiste.

Serge Livrozet

C'est tout à fait juste. Il est exact qu'à un certain stade de notre existence, on choisit. L'individu est ainsi fait. Il se choisit d'abord lui-même par rapport au corps social. Comme il ne se sent pas bien, il n'y a pas de raison qu'il ne satisfasse pas ses premiers besoins. Il les satisfait donc, sans se préoccuper de la société ou de la collectivité. A l'époque de ma jeunesse, je n'avais pas du tout l'intention de changer la société. Je ne savais même pas que cette société était comme ça ou autrement. La droite, la gauche, la merde, l'anarchie, je ne savais pas ce que c'était. Pour moi, c'était de la couille! Tout ce que je voulais, c'était satisfaire mes premiers besoins. A partir de là, j'ai réagi comme un enfant qui se brûle, éloigne sa main du feu, il ne sait pas trop pourquoi, mais il le fait parce qu'il se brûle. J'en avais marre de vivre comme je vivais. Alors, je volais. C'est un vieux discours et tous ceux qui me connaissent le savent. Par la suite, on peut évoluer et avoir toujours les mêmes idées. Je considère qu'un type qui est dans la situation où je me trouvais à l'époque, intellectuellement et matériellement, il a pour devoir légitime d'aller voler.

A l'heure actuelle, les anars sont parmi les rares à le dire, et il est légitime que les banlieues descendent sur Paris. Tout à fait, et il faut le dire. Ça heurte effectivement la démocratie. A moi, cela m'a valu les foudres de cette justice pourrie et de cette police. Mais il faut le dire et le répéter sans cesse : à partir du moment où tu n'as pas ton dû, il est normal que tu ailles le réclamer. Alors, plus tard, en prenant un peu de "vaisselle cérébrale", tu te dis: "Le système est comme ça. Comment puis-je faire pour m'en sortir le mieux possible, sans encourir les foudres de la justice ou de la police?" Mais c'est de la démerde. Il faut bien avoir conscience que, pour un type qui se démerde, il y en a dix ou cent qui ne se démerderont jamais et qui sont en train de crever. Tu te dis alors, si tu as un peu de cœur, vu que le système n'a pas changé: " Je voudrais que les choses changent pour les autres." C'est un peu pour ça que je suis ici. J'écris aussi des bouquins pour que les choses changent, à mon modeste niveau, et cela est une évolution tout à fait normale. Mais, lorsque tu vois "ça", c'est différent de ce que tu vis après. Ensuite, évidemment, tu t'es un peu installé dans le système. Ce système, en effet, est court-circuitable, puisqu'il y a un tant de cons qui sont majoritaires et qui sont installés dedans. Ils ne sont pas si malheureux que ça.

Si tu n'es pas trop con, tu te dis: "Et pourquoi je ne réussirais pas à faire comme eux?" Tu n'atteindras jamais les hauts niveaux, mais tu t'en sors. Tu vis sans être obligé d'avoir recours à la délinquance. La délinquance, c'est une réaction à une situation donnée. Elle est réactionnelle, purement et simplement. C'est pour ça que nous disons qu'en société libertaire, il y aura des gens qui réagiront, parce qu'ils ne seront pas satisfaits de cette société. Soit ils l'auront mal comprise, parce qu'ils manqueront de "vaisselle cérébrale" pour la comprendre, soit, et là il faut faire preuve d'un peu de modestie (on a déjà évoqué le problème, voir l'intervention de Jacques Lesage de La Haye), en disant que, dans la société que nous souhaitons avoir, nous aurons des déviants. Pour cela, quelque chose sera à prendre en compte : savoir s'ils ont une réponse du berger à la bergère, c'est-à-dire, une réponse légitime, même si c'est en dehors du droit libertaire (le droit évoqué par Manfredonia) ou si c'est une réponse en dehors du droit libertaire. Il est bien évident qu'à partir du moment où nous aurons ébauché un droit libertaire, nous allons avoir des individus qui ne seront pas d'accord. Il faudra discuter avec eux.

Aujourd'hui, tout fonctionne dans le sens de la satisfaction de la société, de l'état social que nous avons. Nous n'en sommes pas à la satisfaction des besoins de l'individu. Dans la société libertaire, la société est faite,

sera faite pour satisfaire les besoins de l'individu. C'est complètement différent!

A partir du moment où il y aura un déviant, nous allons prendre sa déviance comme un feu rouge, non pour l'emmerder, mais pour emmerder notre système. Essayer de voir ce qui dans notre système a occasionné la déviance. Ce sera donc une démarche différente, par laquelle on ne prendra plus un individu, mais la société comme coupable. En dehors, bien entendu : des cas extrêmes, comme le viol ou l'assassinat. Je parle ici de la déviance la plus répandue que nous pouvons rencontrer, refus de la société, délinquance alimentaire, etc,

Marie-France

Tout comme on ne naît pas délinquant on ne naît pas assoiffé de pouvoir. Si des gens ont besoin d'exercer le pouvoir et de faire souffrir les autres, c'est qu'ils vont mal. Il est alors important de les empêcher de nuire. Surtout ne pas les mettre en taule, mais les empêcher d'exercer leur pouvoir. Donc les accompagner, comme dit Jacques Lesage, s'ils acceptent. Plus les gens ont besoin du pouvoir, plus ils sont faibles, manquent d'estime pour eux - mêmes, compensent en marchant sur les autres et en se donnant l'illusion d'être forts. Dans une société libertaire, privés de ce qui les fait tenir debout, ils entreront dans une crise profonde, en dépression, et s'effondreront. Alors, je me demande ce qui pourra les mettre d'aplomb !

Miguel Benasayag

A mon avis, il y a un danger à vouloir faire le bien des gens. Je crois que, lorsqu'on est en taule, on est beaucoup plus à l'aise quand les matons, les militaires sont là pour vous écraser, parce que nous sommes contre, que lorsque quelqu'un est là, gentiment, pour nous accompagner et nous faire du bien. A ce moment-là, non seulement on est dans la merde, mais en plus on est éliminé en tant que sujet de liberté. Je considère que la transgression est le B.A.- Ba de la liberté en tant que possibilité (je ne suis pas pour la transgression en soi). Dans tous les cas, je considère que le soupçon de transgression signifie soupçon de liberté. Je considère honnêtement, ayant passé quelques années en prison, que, si jamais les militaires étaient venus me faire un traitement "pour mon bien", ils m'auraient fait encore pire que ce qu'ils m'ont fait. Moi, j'étais là. Ma liberté était toujours là. Ils étaient des fascistes et nous étions des révolutionnaires. Les choses étaient claires. Il faut faire attention à ce que signifie vouloir le "bien" du déviant. Attention à la théorie angélique de la délinquance réactionnelle. Si la délinquance est réactionnelle, on est encore en train de considérer la transparence de l'être humain. Je pense qu'elle ne l'est pas. Il existe tout de même une relative transparence, importante en plus, c'est celle dont parle Serge Livrozet : on n'a pas à manger et il faut voler. C'est légitime qu'on attente à la propriété privée.

Mais, ce sur quoi nous devons réfléchir sérieusement, c'est à la délinquance, quand même... L'être humain n'est pas une bête de laboratoire réactionnelle

Jacques Lesage de La Haye

Dans la déviance que nous aurons en société libertaire, appelons-la déviance, pour la commodité, une question ne manquera pas de se poser.

De quelle déviance s'agit-il, donc? Est-elle psychologique, sociale, politique ? Nous pensons que quatre-vingt-cinq pour cent de cette déviance, pour ce qui est de la délinquance d'aujourd'hui, aura disparu : la délinquance alimentaire et économique, réactionnelle, parce que produite par la société capitaliste et totalitaire. A partir de quoi nous pouvons estimer qu'il en restera approximativement quinze pour cent. Or, de quoi s'agit-il ? Peut-être de déviance psychologique. Ce sont des gens qui ont des problèmes. Ils ne sont pas bien malgré une "éducation libertaire", la liberté, y compris sexuelle, l'égalité, etc. Ils ne veulent pas de l'égalité. Il leur faut le pouvoir. Posséder plus que les autres. Nous avons une réponse à donner, mais différente de celle qui serait la leur, c'est-à-dire, la répression. Pourtant, si nous ne voulons pas d'angélisme, nous devons admettre que, dans certains cas, nous serons obligés de nous "fritter". Il est évident que nous aurons parfois affaire à des personnes qui ne seront pas du tout d'accord pour que nous les "accompagnions". Il en est même qui voudront aller à l'affrontement. "Et si cette bande d'enculés veut m'arrêter, parce que j'ai buté un mec, eh, bien ! moi, je me les prends tous et je vais mourir en beauté."

C'est Fort-Chabrol, lorsqu'on est légionnaire. J'ai eu plein de copains voyous qui tenaient ce discours. C'est quelque chose qui me paraît effroyable, mais cela existe ! Même en société libertaire, je pense qu'il se trouvera des gens pour dire: "J'aime mieux aller à l'affrontement. Moi, je me bats avec les flics. Je suis libre et vous êtes des flics. On va au baston !"

Ce sera donc l'affrontement. Alors, comment? Nous devons être extrêmement clairs. Cela signifie, premièrement, pas de répression. Donc pas de punition. Nous ne condamnons à mort en aucun cas. Mais simplement contraindre. Prenons le cas d'une personne aux idées d'extrême-droite. Elle veut le pouvoir et la propriété. Elle refuse de s'adapter à un système libertaire et égalitaire. Il faudra bien prendre une décision. De toute évidence, nous aurons à neutraliser cet individu. Peut-être sera-t-il bénéfique de le laisser gueuler haut et fort sa haine de tous les camarades anarchistes, anti-racistes, anti-nationalistes et non violents. Peut-être, en l'occurrence, les "camarades" seront-ils obligés momentanément d'être violents... Restera à effectuer un travail psycho-politique qui amènera l'individu à faire des prises de conscience. Combien de temps faudra-t-il? Cinq ans, dix ans, vingt ans. Qui peut répondre ? En tout cas, il ne sera pas question de le mettre en prison ou en hôpital psychiatrique. Peut-être l'accompagnement sera-t-il quelque temps musclé politiquement, intellectuellement ou physiquement. L'angélisme est un non-sens. Quand un mec arrive au baston et veut vous foutre le poing sur la gueule, si vous répondez : " Moi, Je suis non violent", vous prenez le poing sur la gueule et vous allez dans le caniveau. Notre propos n'est pas de défendre la violence, mais plutôt de la limiter. S'ils sont nombreux, les délégués de la commune, pour stopper ce facho ou même ce Bernard Tapie agressif qui voudrait avoir le même capital qu'en société capitaliste, eh bien! ils pourront y arriver sans recourir à la violence. Mais, s'ils veulent l'empêcher d'agir, il faudra bien qu'ils se donnent les moyens.

Cela signifie qu'un déviant est surtout un déviant politique. Dans un système différent où, en principe, le maximum est fait pour subvenir aux besoins de tous, pour permettre à tous de vivre, dans la justice, la liberté et l'égalité, s'il en existe qui ne sont pas satisfaits, parce qu'ils veulent du pouvoir et de la propriété, nous pouvons estimer que ce sont des déviants politiques. Même si le travail de protection et d'accompagnement implique une démarche psychologique, un travail politique sera également nécessaire pour amener de tels individus à effectuer les plus élémentaires prises de conscience.

En ce qui concerne les alternatives à la prison, par exemple, il en existe une très importante, aux Etats-Unis, dans l'Etat du Massachusetts. En 1972, dans cet Etat, la prison de jeunes a été fermée grâce au " Projet de développement des Nouvelles Carrières ". Mille Jeunes ont ainsi été libérés. Certains sont allés dans des familles, des foyers, avec possibilité d'effectuer des formations et d'avoir des activités de loisirs. Les trois quarts ont été mis en liberté complète. Un quart, les plus abîmés psychologiquement par leur passé, sont allés dans des foyers de semi-liberté. ~

Signalons aussi l'expérience de Louk Hullsmann. Elle s'appuie sur la conciliation ou médiation. Il est organisé une rencontre entre le " loubard " qui a cassé des carreaux et le " bourgeois " qui en est victime. A partir de là, nous avons un débat, éventuellement une réparation et, dans tous les cas, accompagnement par le médiateur et les gens du quartier qui préfigurent, en quelque sorte, les délégués de la société libertaire.

Dans ce genre d'expérience, on s'est aperçu que les jeunes ne cassaient plus les carreaux. Mieux, ils les réparent. Quant aux "bourgeois", ils évoluent et en arrivent à penser: "Ma foi, il faut partager un peu ce qu'on a avec ceux qui n'ont rien." Bien sûr, nous ne cautionnons pas un tel discours. Il ne s'agit pas de donner à celui qui n'a pas, mais de faire en sorte qu'il n'existe plus de gens qui n'aient rien. Nous pouvons partir de ces expériences pour étoffer nos idées. Elles comportent des germes de liberté qui peuvent nous permettre d'élaborer certains aspects de la société libertaire.

Il existe aussi des lieux de vie comme le Coral et beaucoup d'autres, qui fonctionnent sur le modèle libertaire. Rappelons encore l'expérience de Turin qui a fait entrer dans la prison les gens de la ville, le boucher, le garagiste, le boulanger, etc. Lorsqu'ils étaient libérés, les détenus, qui avaient été formés par ces personnes dans des ateliers spécialisés trouvaient du travail comme apprentis et obtenaient des résultats intéressants. Au bout de quelques années d'une telle expérience, la prison, qui comptait une centaine de détenus n'en avait plus que huit. Ce qui avait amené le directeur de l'établissement à lancer à Scatolero l'initiateur du projet : "Vous m'avez volé ma prison !"

Cela n'implique pas que nous soyons d'accord avec les régimes politiques où sont créées ces alternatives. Mais il y a des enseignements à tirer de telles innovations.

Bien entendu, dans un lieu qui ne serait pas une prison, mais la maison de la commune, les gens de la ville entreraient et sortiraient beaucoup plus librement. Les déviants également. Ainsi tout un travail d'échanges pédagogiques, psychologiques, intellectuels et politiques pourrait s'effectuer de manière souple, large et diversifiée. Avec dans certains cas et pour certaines personnes - pourquoi pas ?- des relations affectives et fraternelles.

Lettre d'Yves Lovicani

" La prison est l'aboutissement logique pour celui qui est marginal. Marginalisé, car personne ne choisit le milieu social dans lequel il évolue depuis sa plus tendre enfance. Le moyen répressif est d'autant plus au point que le principe même de la gestion interne est de créer les conditions de division totale de ceux qui subissent, les détenus, par le jeu de la récompense et de la punition. La carotte et le bâton seraient plus appropriés. Les conditions psychologiques de l'individu incarcéré étant déjà définies sur cette base, il reste aux tenants du pouvoir pénitentiaire à marginaliser complètement ceux qui seraient susceptibles

par la rébellion de promouvoir toute forme de refus, du non-droit et des mauvais traitements. Cette marginalisation s'établit par l'arsenal répressif dont il dispose dans ce vase clos : les quartiers d'isolement, le mitard, la prison, l'hôpital psychiatrique et encore bien d'autres. L'ingéniosité répressive n'est jamais à court. Alors, à ce stade de l'exclusion, celui qui veut par dessus tout rester lui-même en refusant l'autorité et tout ce qui heurte la pensée se retrouve bien seul.

Il lui faut une bonne dose de volonté, jointe à ses convictions, car être anarchiste en prison suppose, lorsque la peine est lourde et le combat permanent, le soutien solide du milieu familial, ainsi que d'amis sincères devant être présents lorsque le moment s'en fait sentir. Combien sont-ils, en prison qui peuvent bénéficier de tels appuis ? Combien sont-ils à être suivis par des organisations de soutien aux détenus ? Quels sont les types de manifestations qui peuvent être établis par l'extérieur pour dénoncer ce qui doit l'être. Pour répondre aux deux questions, encore faut-il qu'il y ait des échanges entre les différentes organisations de soutien et qu'une passerelle suffisamment importante soit mise en place, le tout afin d'organiser des contacts permanents avec des avocats qui veulent bien se reconnaître dans la défense des rebelles et leur apporter ce soutien légal nécessaire.

Pour répondre à la troisième question, encore faut-il qu'une mobilisation ne soit pas consécutive à un acte désespéré ou à un drame survenu, mais au contraire permettre la réparation de cet acte ou de ce drame. Les croque-morts de tous genres devraient être combattus au même titre que ceux qui nous gouvernent, car il ne faut pas oublier que le concept qui les anime non seulement s'appuie sur la misère des plus démunis, mais éventuellement l'accentue pour pouvoir apparaître sur la scène médiatique.

Je voudrais simplement porter à l'appréciation de tous ces simples réflexions, en précisant que je n'ai pas la prétention de détenir l'apanage de la vérité et que seules les idées individuelles débattues collectivement entre de vrais militants de la liberté permettront de vaincre ce système trop bien structuré. Sentiments fraternels.

Serge Livrozet

Je voudrais encore ajouter quelque chose sur l'autocensure. C'est un processus qui intervient avec une certaine culture. On n'autocensure pas si on n'a pas de bonnes raisons et si on ne sait pas pourquoi. Dans une société libertaire, si elle existe un jour, il est bien évident que cette autocensure atteindra des niveaux différents de ceux que nous connaissons aujourd'hui. L'autocensure ne se réalise pas par la violence de l'Etat ni par la crainte de Dieu. Je ne pisse pas dans les plantes vertes de ma cousine Berthe, parce que je crois en Dieu ou parce que j'ai peur de la police. Si je ne pisse pas dans les plantes de ma cousine Berthe, c'est seulement parce que je n'en ai pas envie. C'est important. Ce qui différencie la société que nous espérons de celle d'aujourd'hui, c'est ça. Il peut s'agir des plantes vertes de ma cousine Berthe ou du Supermarché. Tout tient là-dedans. A partir du moment où je m'autocensure personnellement, sans contrainte extérieure, à la rigueur, étant donné que l'humain est un animal civilisé, pourquoi pas ? Le problème, comme le dit Miguel Benasayag, c'est qu'il ne faut surtout pas faire le bonheur de l'autre malgré lui. Il ne faut surtout pas lui dire : "Ne pisse pas dans les plantes vertes de ta cousine Berthe !" Il suffit de lui expliquer pourquoi ce n'est pas nécessaire de pisser dans les plantes vertes en question. C'est là qu'en milieu libertaire, on atteint un niveau d'autocensure tout à fait différent de celui que nous connaissons dans la société actuelle.

Aujourd'hui, l'autocensure n'en est pas une véritable, car elle nous est imposée (voir l'exemple du portillon dans le métro). A partir du moment où quelque chose ne nous est pas imposé, nous ne nous autocensurons pas. Il y a donc censure du ,pouvoir qui légifère et qui pense pour nous, tandis que, dans une société libertaire, nous sommes ailleurs, dans un domaine différent. On est bien ou non dans sa tête. Celui qui n'est pas bien, il faut se demander pourquoi il pisse dans les plantes vertes. Il faut qu'on sache, que l'on comprenne. A la rigueur, je ne suis pas d'accord avec Miguel Benasayag, qui dit: "Cela va faire une société transparente. Tout le monde devra dire pourquoi il a envie de pisser dans les plantes vertes de la cousine Berthe." Et, là, je voudrais parler du viol. Si on ne cherche pas à savoir pourquoi il y a des violeurs, il y aura toujours finalement des violeurs qui vont m'emmerder. Si ce n'est pas moi, c'est ma femme ou ma fille, en tout cas, la femme ou la fille de quelqu'un. Cet emmerdeur violeur, que ce soit dans une société démocratique ou libertaire, c'est intolérable.

Miguel Benasayag

A propos de nature humaine et de violence. Moi, je ne crois pas à la nature humaine. L'être humain, il devient ce qu'on fait de lui. Il sera toujours le résultat de son éducation. Mais je n'arrive pas à concevoir une société libertaire où il y aurait de la violence et de la brutalité. Pour moi, c'est impossible. S'il n'en est pas ainsi, je n'en veux plus. Si dans quelques dizaines de milliers d'années, les gens en sont encore à se taper sur la gueule, je regrette, mais il n'y a plus d'espoir. Je pense qu'une société libertaire sera très longue à établir. Il ne faut pas oublier que l'humanité n'en est encore qu'à ses balbutiements. L'être humain existe depuis à peu près trois millions et demi d'années. Si on vit autant que les dinosaures, on a encore cent quatre-vingt-seize millions d'années. On est encore dans la barbarie, dans la préhistoire humaine. Je pense que, si les gens vivent autre chose dans leur enfance que ce qu'ils vivent à l'heure actuelle, alors, oui, les gens pourrons vivre en harmonie.

Jacques Lesage de La Haye ~

Je ne pense pas du tout à une société libertaire dans sept ou huit mille ans. Je pense à la période transitoire, en l'an deux mille huit!

Gaetano Manfredonia ~

Plusieurs choses me posent question dans ce qui a été dit. Tout d'abord, le problème des solutions pratiques. Bien sûr, on peut trouver des solutions telles que celles envisagées par Jacques Lesage. Mais il y'a un certain nombre de choses qui me gênent; le caractère expéditif du "on" (qui "on"?) jusqu'où? Pour quoi faire exactement? Les délégués, par exemple, révocables à tout moment, cela sera difficile. Pour cela, il faudra envisager aussi un règlement, un droit. On admettra donc des solutions qui prévoient des contraintes. Oui, mais à condition, là aussi, que, dans cette contrainte, les droits des uns et des autres soient précisément reconnus et respectés. Il y a une espèce de facilité, y compris dans les solutions de remplacement à la prison que nous, en tant que libertaires, pouvons adopter, qui ne tiennent pas forcément compte des droits spécifiques des individus. Moi, j'ai suffisamment fréquenté les organisations anarchistes pour savoir que,

bien souvent, les anarchistes eux-mêmes ne respectent pas leurs propres engagements. Parfois, il y a un minimum de règles pour le fonctionnement. Certaines personnes, qui passent pour être des personnes sérieuses, ne respectent pas leurs propres engagements, en arguant que cela n'est pas grave, que c'est pour la bonne cause. Il faut faire très attention. Je me méfie personnellement... Par exemple, dans la société libérale, l'individu n'a pas tellement la possibilité d'être libre. Mais, tout de même, je préfère le jury dans une société démocratique libérale avancée, avec toutes les garanties de l'Habeas Corpus qu'on peut donner aux individus, à l'arbitraire total d'autres types de société. Je crois que, dans la société anarchiste, il faut avancer dans ce sens-là, donner encore plus de garanties aux individus. Donc, oui à des solutions pratiques. Discutons en, mais à condition d'éliminer les " on ", " on ", " on " et qu'on mette à la place des organisations et des institutions, des règles qui puissent défendre l'individu, puisqu'on peut toujours considéré présupposé le fait que la société a le droit d'intervenir.

Aujourd'hui, dans ce débat, on vient de lire une lettre, dans laquelle on parle de "juges fascistes qui m'ont mis en prison" et tout le monde a applaudi. Actuellement, par "définition", la société ou ce qui la représente, ce sont des fascistes. Dans la société anarchiste, voilà que les "on", les délégués chargés de sanctionner ne seront plus des fascistes, mais de bons libertaires. Moi, je me méfie de cela. Donc, édictons des règles libertaires là-dessus.

Deuxièmement, évitons de faire appel à cette espèce d'accompagnement psychologique. Boudarel ne faisait-il pas de l'accompagnement psychologique et politique, qui n'est rien d'autre que social (voir Proudhon) ? En plus, quand on dit que, dans une société anarchiste, il y aura quinze pour cent de déviance, moi, je dis qu'en société anarchiste, il y aura cent pour cent de déviance ! Qu'est-ce que cela veut dire que, dans une société anarchiste, seulement une petite partie d'actes déviants se produiront, par rapport à ceux que nous connaissons aujourd'hui? Il ne faut pas tomber dans des pièges et, plutôt que de dire qu'il ne restera qu'un petit pourcentage de déviants, il faudra essayer de résoudre le pourquoi de cette déviance. Pour moi, cela débouche sur peu de choses. Si les violeurs posent un problème important, moi, ce n'est pas ce qui m'intéresse, dans la mesure où on peut toujours essayer d'envisager, dans le cadre d'une société donnée, des mesures spécifiques pour les violeurs, par exemple.

Ce qui m'intéresse, c'est la déviance spécifique dans une société anarchiste. Je pense donc que dans cette société anarchiste où il y aura encore cent pour cent de déviance, mais différente de celle d'aujourd'hui, il y aura probablement d'autres manières de la traiter. Plutôt que d'enfermer le débat de cette façon expéditive, de traiter le violeur, par exemple, en lui coupant la tête ou autre chose, gentiment ou pas, essayons de savoir qui fait quoi. Essayons de dépasser la chose et évitons de nous braquer sur ces quinze pour cent. Envisageons une société anarchiste comme une société fondée sur le contrat, donc comme une société qui, dans son modèle institutionnel, inclut déjà la déviance, qui non seulement ne repousse pas cette déviance, mais qui fait avec. Contrat anarchiste et non pas contrat de Rousseau ou contrat libéral, mais un contrat établi entre communes, villes, des ensembles, en toute liberté, qui ne renoncent à rien de leur autonomie ou de leur égalité. C'est ce que Proudhon appelle le contrat. Tu reçois plus que tu donnes, dans ce contrat-là. Et c'est un contrat libre.

Le droit anarchiste n'est pas un droit de contrainte extérieure. C'est la possibilité de réglementer le fonctionnement de la société. Il inclut la possibilité de déviance entendue dans un sens très, très large. Il permettra de mettre en cause les structures même de la société.

Une dernière remarque par rapport à ceux qui disent qu'on arrivera pas à une société anarchiste parfaite. Ce qu'on vous propose, c'est une espèce d'approximation de l'anarchisme. Je ne suis pas d'accord non plus.

La société anarchiste n'est pas une société parfaite. Elle est une société où il y a cent pour cent de déviance, sans compter les quinze pour cent qui resteraient de la déviance passée, capitaliste. Ce qu'il faut voir, c'est que l'anarchisme n'est pas un idéal, mais un mode de règlement des problèmes qui peuvent se poser dans une société à un moment donné.

Elisabeth

Je ne partirai pas. Mais je suis choquée que, dans cette enceinte, on puisse faire une hiérarchie des crimes et des actes, lorsqu'on parle de prison. Il y a des gens qui écoutent ce débat (sur les ondes de Radio libertaire) dans les maisons d'arrêt. Or, d'ici, dans ce débat, il est facile de taper sur ces crimes qu'on appelle les viols. C'est facile de ne pas trouver de solution et de dire que, dans tout système, on les réprimera, parce qu'ils sont des emmerdeurs. Ça me choque profondément d'entendre ce type de discours. Pour être plus réaliste, je pense que nous n'avons pas à attendre l'an deux mille huit pour trouver des solutions alternatives à la prison. Toutes celles qui ont été évoquées existent déjà. Il en existe en France aujourd'hui.

On tue des enfants handicapés, parce qu'on n'accepte pas leur différence. On remet en liberté des détenus avec au poignet des bandes qui sont directement reliées à un logiciel d'où on peut directement les contrôler. Ils sont en liberté...

Je dirai simplement qu'aujourd'hui il existe ce qu'on appelle un droit: des peines alternatives à la prison. Cela s'appelle les travaux d'intérêt général, qui sont effectivement conçus pour que le jeune ou celui qui commet pour la première fois un délit puisse réparer. Je dis qu'il existe aujourd'hui les peines de substitution et qu'enfin je m'interroge sur ce qu'on a nommé le bannissement et qui s'appelle, en France, l'interdiction de séjour. Qu'est-ce qu'on fera quand la cité suivante rejettera celui qui pour moi n'est pas déviant, mais différent ? Ce n'est pas en changeant les mots qu'on peut résoudre les problèmes et qu'on les a surtout posés. Parlons enfin de ce qu'on appelle, en France, la médiation pénale, c'est-à-dire, la possibilité pour un arbitre de différer la sanction (inscription au casier, peine de prison, comparution devant un tribunal). Elle pourrait nous permettre, si on est capable d'y arriver, de faire en sorte qu'il y ait une réforme là-dessus, puisqu'il y a des expériences qui existent en France (Bordeaux, Lille), où des tribunaux, des magistrats, des avocats, des procureurs de la République, c'est-à-dire, ceux qui accusent habituellement, tentent des expériences pour remédier à la sanction inique qu'est la prison.

En ce qui concerne les maisons de justice, c'est une piste qui peut vous être utile. Ces modèles existent au Québec. Ce sont, en effet, des foyers qui reçoivent des gens ayant subi une condamnation et qui leur permet, à l'issue de leur peine, avant d'être libérés, de vivre en milieu ouvert. Ces maisons, au contraire des maisons de détention qu'on connaît dans nos pays, sont en plein milieu des cités. Les gens vivent tout à fait naturellement avec les autres. Peut-être y a-t-il des pistes. Enfin, la lettre lue (dans ce débat) montre qu'effectivement les règlements des maisons d'arrêt ne sont pas connus. Il y a là peut-être quelque chose à faire pour que les gens qui sont détenus et subissent une sanction soient mieux considérés. Si effectivement on leur fait subir une sanction, c'est qu'a priori, on doit les considérer comme des citoyens, c'est-à-dire, comme des personnes qui, ainsi que les autres, vivent dans un consensus. Eh bien! là, il y a des

luttres à mener, car c'est concret, pour que de ce paysage de non-droit, on en arrive à quelque chose où les gens pourront agir, et que ceux qui sont en prison sachent à quoi s'en tenir et qu'enfin, ils ne subissent plus les humiliations dont ils sont victimes actuellement. ~

Serge Livrozet

Je n'ai pas parlé de viol pour hiérarchiser. Je suppose qu'un type qui est très riche et qui possède dix milliards, si je le vole, il va peut-être ressentir ça comme un viol. Mais je pense que cela ne l'a pas atteint dans son intégrité physique ou morale. J'ai donc indiqué un ordre de grandeur dans le fait que le viol me paraissait être, restons dans le cadre de la discussion, un des rares crimes où la victime est atteinte dans son intégrité, dans son corps. Quand il y a atteinte à la propriété, on peut réparer, entendons-nous bien. Quand j'entends réparer, ça veut dire, en général, qu'on culpabilise celui qui a commis l'acte. Dans ma pensée, ce n'est pas du tout le cas. Etant donné ce qu'est notre société, je n'ai pas envie de culpabiliser quelqu'un qui va casser une vitrine pour s'offrir un blouson Chevignon. Je n'ai pas envie qu'il répare.

Yolaine

Je crois que, dans la notion de réparation telle que l'a évoquée Jacques Lesage, il ne s'agit pas de culpabiliser quelqu'un, mais d'essayer de lui donner la parole et de le rétablir en tant que sujet, afin que l'individu ayant commis tel ou tel acte puisse s'exprimer sur cet acte-là, ne soit pas isolé des autres et, en tout cas, reste en communication avec les gens qui l'entourent.

Pour moi, voler une orange, parce qu'on en a envie et prendre une femme, parce qu'on en a envie, je ne suis pas sûre qu'il y ait autant de différence.

Serge Livrozet

Qu'il n'y ait pas de différence dans la tête de celui qui commet l'acte, je veux bien. Mais la différence dans les conséquences pour l'orange volée et la femme violée, est grande!

Miguel Benasayag

Il y a quand même que l'orange ne peut pas donner son avis, tandis que la femme violée est un sujet qui, ayant été violé, par ce fait même, signifie qu'il n'était pas d'accord. La différence n'est peut-être pas entre le violeur et le voleur, mais entre la femme et l'orange.

Serge Livrozet

Je voulais dire, en ce qui concerne la réparation, qu'il est possible de réparer une erreur. Réparer, ça veut dire qu'on s'est trompé ou qu'à un moment donné de son existence à soi, et pas avec les autres, on s'est gourré. Donc, moi, la notion de réparation, je ne l'accepte qu'à partir du moment où, dans ma tête, il est bien clair et net que j'ai à réparer. Mais je n'ai pas envie que la société me dise : " Tu dois réparer", comme c'est le cas aujourd'hui. La société, aujourd'hui me dit de réparer certaines choses. Je refuse opiniâtrement de le faire.

Miguel Benasayag

A partir de ce que je vois en psychiatrie; il existe un mouvement d'intégration, c'est-à-dire, la volonté d'intégrer dans la norme les plus déviants et handicapés.

Il existe deux visions de la norme: une vision harmonisante, au nom du bien, qui dit: "Quand j'intègre un homme handicapé à l'école, il y aura rémission des symptômes, c'est-à-dire qu'il va guérir." Ça, c'est gentiment fasciste ou stalinien. Mais il existe l'autre possibilité : garder l'opacité de l'être humain. Elle consiste à dire: "L'intégration ne doit pas être une nouvelle façon d'éliminer cette différence." Ça ne veut pas dire du tout faire l'apologie de la différence, car, des différences, il y en a beaucoup. Par exemple, ce salaud de Barbie, qui vient de mourir un peu trop tard, car si on avait pu l'éliminer plus tôt, cela aurait été mieux, il est différent de moi et je ne respecte pas du tout cette différence. Le respect de la différence, ça veut dire simplement qu'une société se définit par rapport à la manière dont elle traite la déviance. L'intégration doit consister à créer des instances où on puisse garder ces différences et les tolérer. Cela ne veut pas dire tolérer le viol, le fascisme, la violence de n'importe quel petit con qui veut vous casser les couilles un soir.

Non, la tolérance signifie que nous ne voulons pas changer quelqu'un à tout prix, parce qu'on connaîtrait soi-disant ce qui serait son bien. Non, simplement, la société devrait se donner un mode de fonctionnement par lequel on ne considère pas que celui qui commet un acte non consensuel se trompe et, par conséquent, doit être éliminé, par la pire des éliminations qui, pour moi, n'est pas physique, mais celle du repentir.

Car certains propos, même dans ce débat, parmi des libertaires, font écho à la fameuse Révolution culturelle, quand on dit qu'il faut expliquer au camarade ce qu'il a fait. Non, ce qu'il a fait, il l'a fait. Il faut respecter cette barrière. Qu'on soit d'accord ou pas, c'est une autre paire de manches. Alors, il faut se donner des moyens pour que cette tolérance ne soit ni contre la déviance pour l'éliminer au nom du bien, ni non plus une revendication naïve et idiote de la déviance, quelle qu'elle soit.

Jacques Lesage de La Haye

En ce qui me concerne, je suis inquiet de voir qu'on se comprend aussi mal, comme si, dans les propos que nous tenons, il pouvait y avoir des choses tellement horribles qu'elles provoquent une immense émotion.

Lorsque je parle de société libertaire, ce n'est pas autre chose, que la projection d'une société juste, égalitaire et fraternelle. Lorsque je parle

d'alternatives, ce sont des idées que nous avons dans nos têtes, des livres que nous avons lus, des discussions que nous avons eues avec des copains et des copines, des rencontres avec des groupes. C'est seulement à partir de cela que je suis arrivé à certaines propositions. Naturellement, il y a des alternatives en France ainsi que dans d'autres pays. J'ai personnellement pratiqué l'alternative puisque, pendant huit ans, j'ai hébergé chez moi soixante-dix délinquants, toxicomanes, sortants de prisons ou de psychiatrie. Et cela, tout naturellement dans un souci de cohérence entre le discours et la pratique.

Pourquoi, lorsque nous parlons, nous regarder comme d'affreux croque-mitaines ou des fascistes noirs avides de pouvoir, qui vont accompagner, avec un sourire plein d'arrière-pensées de mort, les pauvres criminels ayant commis des actes anti-anarchistes. Il faut rappeler, comme l'a fait Serge Livrozet, qu'il n'y a pas de hiérarchie dans notre esprit, sous quelque forme que ce soit. La hiérarchie chez les anarchistes ? Mais ce serait le comble ! Pour nous, le viol et le meurtre, ce n'est pas tellement différent, si on va y regarder de plus près du côté des causes psychologiques. Il en est de même pour le vol ou toute autre infraction. De plus, il existe des délits et des crimes individuels, mais aussi collectifs. Quand une région décidera d'en exploiter une autre, parmi les sanctions que nous pourrions prendre, il y aura, par exemple, le boycott économique de cette région. Voilà le genre de réponse que nous pouvons donner.

En ce qui concerne les maisons de justice, nous les connaissons. C'est même un des thèmes dont nous avons débattu dans le groupe qui a préparé ce débat. Cela constitue sans doute un des éléments qui nous ont permis d'arriver à formuler des propositions aujourd'hui.

Je pense enfin qu'il n'y a ni bons ni méchants, ceux qui veulent prendre le pouvoir et les autres. Nous sommes tous impliqués directement ou indirectement dans diverses luttes et pratiques alternatives.

Nous essayons seulement de poser le problème de la prison et de ses [alternatives.

Nicole ~

Aujourd'hui, en 1991, ce que je peux dire c'est que la première chose ~ qu'il faudrait faire, c'est fermer toutes les prisons. Pratiquement quatre-vingts pour cent des gens qui y sont enfermés ne devraient pas y être. Ça, c'est la réalité. Une réalité où des centaines de personnes meurent du sida, vivent dans des conditions de détention terribles, alors qu'il n'y a rien qui se passe par rapport aux prisons. On ne fait rien d'autre que des réunions et des rencontres entre professionnels (médecins, psychologues...), qui vont à l'intérieur. Mais qu'est-ce qui a changé depuis vingt ans ? Rien ! Si on faisait sortir tous les taulards, alors peut-être que ça changerait... ~

Fabienne

Moi, je suis inquiète, car on n'a pas vraiment entendu la parole du déviant, par rapport au système un peu idyllique que nous souhaitons. Quand, dans un système libertaire, on appréhendera un déviant, est-ce qu'on

lui filera une paire de menotte et on le foutra en taule ?.. Sûrement pas. Enfin, j 'imagine que non. Mais il y a peut-être mieux à faire que de rédiger un nouveau code pénal..., car j'ai l'impression qu'on voudrait faire un code pénal entre nous. Il y aura des violeurs et on leur fera des psychothérapies, et/ou, des lepénistes, on les bastonnera... Certes, je schématise. Peut-être on pourrait leur donner la parole, à ces gens-là. On pourrait au moins se poser la question de savoir ce qu'on fera quand on aura un déviant en face de nous. On va quand même bien lui demander un certain nombre de choses. Par exemple, qu'est-ce qui l'a amené à faire ça, afin de corriger nos propres erreurs au sein de notre organisation. Il servira de lampe-témoin et, en même temps, il assurera sa propre défense, parce qu'il est vrai qu'à l'heure actuelle, la majorité des détenus ne peuvent pas le faire, parce qu'ils n'ont pas la parole facile. Mais on peut penser que, dans un système libertaire, on apprendra aux gens à s'exprimer plus facilement qu'ils ne le peuvent actuellement. Enfin, ne pas se poser en tant que juge et dire: " Toi, tu as fait ça, tu as droit à ça ", mais discuter avec lui et décider avec lui, pour voir ce qu'il pense pouvoir faire pour changer, pour évoluer ou trouver une compensation au préjudice qu'il vient de créer.

Serge Livrozet

Je dis que le délinquant devrait être un signal rouge qui permettra à la société de s'amender, et non pas de s'amender, lui.

Miguel Benasayag

Je suis d'accord, le délinquant, il faut le considérer comme un sujet dont la parole doit être prise en compte. C'est pourquoi il faut être attentif à la parole d'un Barbie, par exemple. Or, pour moi, le respecter, c'est le zigouiller et non le rééduquer. Par rapport à l'idée que la société doit s'amender en fonction des déviants, qu'est-ce que ça veut dire? Barbie est un petit déviant qui considère que les youpins, les bougnoules, les bonnes femmes et les pédés doivent être éliminés. Alors, nous devons nous amender? Là, je demande de faire attention à l'angélisme. Il y a des déviants qui, heureusement, sont contenus, réprimés et minoritaires, car lorsqu'ils étaient majoritaires et dominants, avec les bottes, il y avait peu de Français pour s'y opposer. Attention à l'angélisme.

Jacques Lesage de La Haye

Quand je parle de médiation et de conciliation, il faut rappeler, encore une fois, que ce sont des expériences déjà en cours, aujourd'hui. Nous essayons maintenant de les projeter dans un autre système que le système capitaliste : la société libertaire. Le mot déviant renvoie à un acte. Il serait peut-être souhaitable de créer un néologisme. Si quelqu'un a une idée, ce sera bien! Disons, en attendant, le déviant. Le déviant, donc, pourra discuter avec les victimes ou leurs représentants. Il y aura un animateur, des délégués de la commune ou du quartier. Tout cela, nous l'avons déjà dit. Alors, le déviant, tout de même, il a la parole!

Intervention dans la salle

.

Il a été envisagé de déplacer le déviant vers une autre commune. Moi, je n'ai pas bien compris à quoi ça pourrait servir, si ce n'est à déplacer le problème.

Jacques Lesage de La Haye

Il me semble que, dans des villes différentes, il y a des façons différentes de penser et d'être. Ici, on supporte mieux un violeur. Là un voleur de poules. Je ne pense pas, en aucun cas, que les délégués et les gens qui vivent dans une commune pourront résoudre le problème en expédiant le déviant de ville en ville. Il y aura un accord entre le déviant, celui qui a commis la gêne, cassé ou blessé, et les gens d'une autre cité. Là encore, il y aura discussion, pour savoir comment on va s'organiser. Mais il n'y a pas de solution à tout. Dans certains cas, il pourra y avoir blocage. L'anarchie ne peut pas être une assurance tous risques.

Intervention dans la salle

Je me demande ce qu'est un salaud intégral... Je pense qu'on n'a pas vraiment de solution par rapport à ça. Cela se situe au moment où quelqu'un a fait quelque chose qui nous paraît tellement grave qu'on pense qu'il faut lui rentrer dedans, lui casser la gueule, etc. Le jour où nous n'aurons pas de réponse, même si nous essayons de comprendre, la seule volonté ne suffira pas. Je pense que le désir de puissance est chez tout le monde, plus ou moins contrôlé par les autres. Que pouvons-nous faire par rapport à ça ?

Intervention dans la salle

Il me semble grave, après avoir parlé d'alternative à la prison, d'entendre parler de zigouiller Barbie. J'ai l'impression que c'est hyper-dangereux comme langage. Je pense qu'à ce stade, on confond ses propres sentiments avec de possibles solutions alternatives à celles de la société présente.

Miguel Benasayag

Si j'ai parlé de zigouiller Barbie, ce n'est pas parce que je crois à ce type de solution, Mais c'était pour signifier que tous les déviants ou déviances ne posent pas forcément des problèmes très intéressants à notre société. Je crois qu'il y a des déviants qui, de toute évidence, ne sont pas intéressants pour notre société. Je ne suis pas pour la peine de mort, mais parfois, lorsqu'on raccourcit la vie d'un tortionnaire, on agit de façon plus respectueuse que quand on veut rééduquer les gens.

Marie-France

Proudhon avait aussi envisagé la possibilité de la peine de mort pour des personnes chez qui tout sentiment était éteint. Je trouve ça très dangereux. Déjà, la carapace émotionnelle, grosse comme une montagne, on en trouve beaucoup. Chez certains, sous leur inhumanité extérieure, une grande sensibilité se cache peut-être. Par exemple, la peur de souffrir et de mettre au jour toutes les blessures qui sont à l'origine de cette inhumanité. De quel droit peut-on se permettre de tuer quelqu'un?

Miguel Benasayag

Les résistants n'avaient pas le droit de raccourcir les jours des nazis ? Une chose sont les grandes déclarations universelles et autre chose juger en situation. En situation, nous, nous n'avions pas le droit de faire des attentats contre les militaires fascistes ? Est-ce que les résistants ont bien fait ou pas? C'est différent, quand on dit qu'on est contre la peine de mort (et moi, je suis contre la peine de mort prononcée par l'Etat, quel qu'il soit, et appliquée par lui), mais quand on dit qu'on est contre la violence, qu'est-ce que cela veut dire?

Intervention dans la salle

Pour moi, déplacer quelqu'un, ça peut marcher, si ce sont de petits délits, mais pas le criminel qui a tué plusieurs personnes. Déplacer une personne, cela ne veut pas dire déplacer seulement cette personne. Qu'est-ce qu'on envisage pour sa famille, ses enfants, sa femme, ses amis ?
::

Intervention dans la salle

Je m'inscris en faux par rapport à l'exemple de Barbie. Il a été dit que ~ Barbie ne pouvait pas nous interroger, nous les anarchistes. Or, justement, il nous interroge plus que les autres. Et c'est face à ces cas que nous n'avons pas de solution. On parle de zigouillage. Ça revient à dire de manière informelle qu'on est pour la peine de mort. Je pense que les anarchistes ne peuvent se satisfaire de ce genre de solution. Barbie, comme tout être humain qui est devenu inhumain, était quelqu'un qui aurait pu vivre dans un autre monde. Il aurait pu avoir un entourage et une éducation différents, et n'aurait pas été nazi, et la question ne se serait pas posée. Moi aussi, je crois, comme d'autres l'ont dit, qu'il n'y a pas de nature humaine. La nature humaine est sociale. Un homme ne peut pas vivre tout seul. La nature humaine n'est que sociale et culturelle. Et chacun des hommes a toute les possibilités d'évolution. Or, en ce qui concerne ce résidu ou cas, qu'on n'arriverait pas à réparer, j'ai l'impression qu'il y a là quelque chose qu'on n'a pas compris. Le travail d'éducation pour les générations futures dépendra des idées que les libertaires auront pu mettre en place.

Intervention dans la salle

A la suite de ce débat, il m'est venu plusieurs idées. On parle de déviants, de déviance et de nazisme. Excusez-moi, mais, à mon avis, ce sont des choses différentes. Il y a une déviance par rapport à l'humanité que représente Barbie. Mais je n'ai pas envie de considérer cette personne comme déviant. Il est plutôt un exécutant d'un système social. Il n'était absolument pas déviant au moment où il a commis ses crimes.

D'autre part, si on doit être aussi gentil, puisque, jusque-là, nous sommes très gentils, nous sommes contre la peine de mort... Moi aussi, je le suis, mais appliquée par l'Etat. Pas par la société. Et alors, le nombre d'accidents du travail, de morts au travail, ne sommes-nous pas aussi contre ces meurtres ? Il faut réagir. De quelle peine de mort, de quelle mort, de quelle catégorie de mort et de quels actes ?

D'autre part, j'ai assisté dernièrement à un colloque destiné à des éducateurs et à des gens qui travaillent dans le monde pénitentiaire. Cela avait été organisé par les gens du Plan de Cinq Ans, qui se réunissent tous les mardis. Parmi d'autres, il avait un psychiatre, que je pense pouvoir apprécier et qui s'appelle Lazarus. Il a émis l'idée suivante, que je crois n'avoir jamais entendue avant, par rapport à la punition, la sanction à appliquer au déviant : le déviant, après tout, ne devrait jamais être puni. Au contraire, il devrait être récompensé. Cela a étonné tout le monde. Mais il a continué : " en fait, il y a tout un travail psychologique à effectuer pour savoir pourquoi il est devenu déviant. Et peut-être est-ce parce qu'il n'a jamais été récompensé, qu'il n'a jamais eu ce qu'il désirait." Avant tout, donc, on ferme les prisons, parce que ça ne sert à rien. Au contraire. Et, en plus, cherchons à récompenser des personnes à qui il a manqué quelque chose sur le plan affectif ou financier.

Pour terminer, je dirai que nous devons refuser la peine de mort, même si par moment nous devons refuser un certain nombre de choses et peut-être admettre les révolutions, les luttes armées, les guérillas, les résistances qui malheureusement donnent la mort à des gens qui sont contestables

Jacques Lesage de La Haye

Il a été évoqué la notion de crime à propos de l'éventualité d'expédition dans une autre commune. Il faut rappeler une chose : aujourd'hui, il y a très peu de crimes. Il y a énormément de délits. Les prisons sont encombrées de gens qui commettent des délits, mais les crimes qui font la une des journaux et de la télévision sont beaucoup moins nombreux. Afin de pouvoir nous entendre, nous ne devons pas être aveuglés par les crimes spectaculaires qui font qu'on ne va parler que de ça, alors que le quotidien, ce sont les délits. Il a déjà été dit qu'en ce qui concerne ces délits, nous pensons que, pour la plupart, ils disparaîtront dans une société libertaire. Sans tomber dans le panneau de l'idéalisme absolu, nous estimons que, s'il en reste moins, il y en aura tout de même encore. Disons, à ce propos, que sanction et punition ne signifient pas la même chose. Il est clair que, si nous employons le terme sanction, nous n'utiliserons jamais celui de punition. Le mot punition, pour nous, est un concept judéo-chrétien, qui doit être exclu de notre vocabulaire, sauf pour la connaissance historique de ceux qui l'ont employé ! La sanction, c'est un terme générique qui veut dire qu'un acte a été commis. Il est signifié à l'individu responsable de cet acte, ainsi qu'à sa victime et aux autres qui sont témoins ou le seront, que cet acte a été commis. Cela n'implique

évidemment pas que doit être sous-jacent le sentiment de culpabilité, donc de faute et de punition.

Mais, lorsque nous parlons de limites, à travers les exemples qui ont été donnés, cela implique que nous devons accepter et intégrer l'idée de castration, au sens psychanalytique. En d'autres termes, cela signifie que nous admettons ne pas avoir la toute-puissance. Ce discours de toute-puissance, même si cela ne se dit pas comme ça, c'est la langue de bois des politiques de tous bords. C'est un discours que nous ne pouvons tenir, du moins, pour ce qui est de l'équipe de Ras-les-Murs et des quatre intervenants d'aujourd'hui.

Pour revenir au thème du débat, reconnaissons qu'il existe des cas pour lesquels nous n'avons pas de solution. Quelqu'un qui a toutes les réponses à toutes les questions, c'est, selon moi, un fasciste, à la différence de celui qui, à un moment donné, dit : "Je n'en sais rien. Mettons-nous autour de la table et cherchons à comprendre." Je préfère de loin répondre ainsi, car, encore une fois, nous n'avons pas de réponse à toutes les questions. De plus, au sujet de l'an deux mille huit, disons que c'est une date qui se veut humoristique. Cela peut aller plus vite, si les anarchistes se mobilisent, se présentent comme une réelle alternative, après l'effondrement spectaculaire du communisme, et arrivent à vraiment retourner la situation. Pour cela, il est nécessaire que tous ceux qui travaillent dans ce sens choisissent leur terrain, que ce soit les prisons, la psychiatrie, les luttes des femmes, les mal-logés, les immigrés,, les déboutés du droit d'asile et la double peine. Chacun choisit ses luttes. Mais l'ensemble doit se fédérer en un combat global avec une prise de conscience elle aussi globale.

Il est clair, à mes yeux, que ce n'est pas parce que quelques personnes se sont réunies sur ce thème qu'elles doivent apporter toutes les réponses. Par exemple, il est dit: "Dans votre commune, vous ne voulez pas de celui qui a commis cette infraction dans ce village." Eh bien! Admettons, nous n'arrivons pas à trouver une solution avec lui. Nous avons écouté sa parole. Il exprime des pensées tellement crados ou scandaleuses que personne ne le supporte plus. Tout le monde flippe.

On est tous d'accord pour ne pas le tuer. Il n'est même pas question de le punir. A la fin des discussions, les délégués de quartier disent : "Casse-toi dans l'autre département." Bien entendu, ils préviennent les copains de cette région et concluent: "Voyez avec lui." Cela signifie simplement que nous sommes différents de ceux qui savent tout et ont une réponse à tout. Dans certains cas, nous ne pourrions peut-être pas arriver à trouver de solutions.

Nous pouvons dès à présent essayer de nous engager dans la mise en pratique des hypothèses que nous venons de formuler. Nous sommes assez nombreux pour pouvoir expérimenter de telles propositions. Elles ont déjà une histoire avec les luttes du Comité d'action des prisonniers et aussi avec les pratiques au quotidien sur les ondes de Radio libertaire.

Enfin, en ce qui concerne un futur que nous ne connaissons pas, mais que nous pouvons seulement imaginer, la moindre des modesties de notre part, c'est d'élaborer des propositions, mais en aucun cas d'avoir la prétention de définir ce que sera le futur des anarchistes.

Serge Livrozet

Ce qui me choque, c'est l'affirmation selon laquelle le désir du pouvoir existe chez l'homme et qu'il est même une affirmation de tous les démocrates. Ça, c'est une connerie magistrale. Le désir du pouvoir est chez

l'homme d'aujourd'hui, parce que le pouvoir est le seul moyen de se faire reconnaître. C'est tout! Il n'est pas dans la "nature de l'homme" de désirer le pouvoir.

Miguel Benasayag

Il y a un grand défi. Dans la société, il n'y a pas de place à prendre : au moment où le communisme s'effondre, il n'y a pas une place qui se libère dans la société. Ce qui s'effondre est une scorie, une structure déjà caduque. Il n'y a pas de place vide dans la société. Il faut refuser l'angélisme, comprendre qu'il n'y a pas "nous" et "eux". Il faut se mettre sérieusement à penser que l'humanité a vécu beaucoup plus de siècles sans l'idée que nous pouvions changer et seulement cinq siècles avec l'idée que nous pouvons changer de société. Alors, cette idée qui nous semblait si inévitablement vivante, l'idée que tout va changer avec son corollaire d'angélisme, elle va disparaître. Finalement, c'est le moment d'oublier le "nous" chaleureux et de se mettre au travail, sérieusement. Ce n'est pas un appel à la mobilisation, surtout pas celle de demain. Mais il faut tout de même relever ce défi qui nous permettra enfin une pratique alternative.

POST-FACE

Pour conclure en guise d'ouverture sur la perspective de société libertaire, nous pouvons prévoir que la prison doit disparaître. Vestige anachronique et barbare de temps anciens, elle va peu à peu laisser la place aux alternatives à l'incarcération.

Tant que nous restons dans la cadre de la triste démocratie, nous ne pouvons guère espérer mieux. Mais, si l'Homme accepte enfin de renoncer au pouvoir et à la propriété, si nous parvenons un jour à nous organiser de façon vraiment libertaire, il nous faudra nous confronter au problème de la déviance. L'enfermement, la répression et les solutions toutes faites devront être bannies. Il nous faudra innover. Nous sommes tous d'accord pour tourner résolument le dos à l'angélisme. Une certaine forme de délinquance apparaîtra et subsistera en société anarchiste. Si nous faisons des propositions, comme la maison de la commune ou de la cité, nous sommes conscients qu'il nous faudra gérer des conflits.

Le criminel fasciste acceptera-t-il de bon gré d'être privé de sa dictature? Sûrement pas. C'est alors que les délégués de la commune devront trouver les solutions les plus conformes au droit libertaire, au respect de l'individu et à l'intérêt collectif. La rupture d'un contrat entraîne toujours des sanctions ou réajustements. C'est toute la dialectique du groupe et de l'individu. L'infraction est-elle une violation du contrat par l'un des membres de la société ? Est-elle le symptôme d'un dysfonctionnement de la collectivité ?

Ce sont les femmes et les hommes de demain qui auront à répondre à ces questions. Nous avons trop à faire aujourd'hui, dans la lutte contre l'Etat pour être en mesure de proposer des solutions. Nous ne pouvons trouver de réponses à tous les problèmes de l'avenir, surtout à ceux qui se poseront après l'abolition de l'Etat.

Jacques Lesage de La Haye.